



Données de référence 2020 (01/01/2020 - 31/12/2020)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 19/03/2021 - 01/10/2021

Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 35^{ème} réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2020 – 2022, portant sur les données de l'année 2012.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondrez aux questions.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

1. Informations générales et financières

1.1. Données démographiques et économiques

1.1.1 Habitants et informations économiques



001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[8 932 664]



=

002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, des dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €).

	Montant
Niveau national ou fédéral	217 410 000 000 [] NA [] NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	[X] NA [] NAP

Commentaires The observed increase between 2018 and 2020 is explained by the pandemic COVID-19.



=

003. PIB par habitant (en €) en prix courants pour l'année de référence

[42 502]

Commentaires

004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[35 072]

[] NA

Commentaires

005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[]

Autorisation de décimales : 5

[X] NAP

Commentaires

A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Statistik Austria

1.1.2 Données budgétaires relatives au système judiciaire



006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux du budget alloué au ministère public et/

ou de celui alloué à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Budget public annuel alloué à l'informatisation (2.1 + 2.2)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.1 Investissements dans l'informatisation	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2 Maintenance des équipements informatiques des tribunaux	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
6. Budget public annuel alloué à la formation	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
7. Autres (veuillez préciser)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux du budget public alloué au ministère public et/ou de celui alloué à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire	1 218 691 600 [] NA [] NAP	1 232 658 898 [] NA [] NAP
---	------------------------------------	------------------------------------

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

=

008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	() Oui, au début de la procédure () Oui, à un stade ultérieur (X) Non
en matière autre que pénale	(X) Oui, au début de la procédure () Oui, à un stade ultérieur () Non

S'il existe des exceptions à l'obligation de payer une telle taxe, veuillez préciser ces exceptions :

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

- Court fees in Austrian proceedings concerning civil and commercial litigation under the civil procedure code (Zivilprozessordnung – ZPO) depend mostly on the value under dispute between the parties of the proceedings. The amount of the fees is laid down in a list or tariff which forms part of our Gerichtsgebührengesetz (GGG). This Act on court fees also specifies the correct way of calculating these costs (in particular the calculation of the assessment basis for the value under dispute).

According to § 14 GGG the assessment basis for the fees of a given case of litigation is the value under dispute (“Streitwert”) according to §§ 54 to 60 of the Jurisdiktionsnorm (JN) determining the basis for the Court’s jurisdiction and for the mode of appeal. §§ 15 to 18 GGG contain specific provisions regarding the value under dispute for specific cases - for example for actions concerning properties or special proceedings like renting.

The court fee according to the “Streitwert” is laid down in fee items (Tarifposten – TP) 1 to 3 of the tariff appended to the GGG (TP 1 for cases of first instance, TP 2 for the second instance and TP 3 for litigation cases before the Supreme Court). If there are more than two parties to the case a percentage is added to these fees according to § 19a GGG (In cases where there are several claimants or defendants a surcharge has to be paid according to § 19a GGG (of 10 percent for the third party and 5 percent for any further party to the proceedings)). As can be derived from this tariff the charge for a proceeding concerning two parties - e.g. - about a value of 7.000 € is 314 € for the first instance (TP 1 GGG), 571 € for the second instance (TP 2 GGG) and 715 € for the Supreme Court (TP 3 GGG). The court fees for other values can be calculated from the lists respectively.

As a rule court fees for civil lawsuits in Austria are lump sums which cover all costs of the given instance in the case irrespective of the complexity of the case and the concrete amount of expenditure necessary (“Pauschalgebühren”). The list of fees in the tariff is calculated on the average costs and expenditures to maintain the court and its personnel taking also into account the risk for State liability in such cases under the given value of the dispute and social considerations (to allow effective access to justice also for small claims). In Austria the courts have to be maintained by court fees; their costs are not provided for by general taxation.

008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un

montant de 3000€ :

[171]

[] NA

[] NAP

Commentaires After fee item (Tarifpost) 1 Act on court fees (Gerichtsgbührengesetz – GGG) the court fee would be 171 € for the first instance.

009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

[1 192 600 680]

[] NA

[] NAP

Commentaires The majority of the received court fees is constituted by land registry fees (approximately 809 mio €).

012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	24 940 000 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires A lump sum of € 24.940.000 represents the approved public budget for payment to the bar for “pro bono” representation of parties and the “stand-by legal counselling service”. The implemented public budget for payment to the bar for “pro bono” representation of parties and the “stand-by legal counselling service” is € 27.568.105,73 (for civil and criminal cases).

The difference between the approved and the implemented budget is mainly due to advance payments to the bar for “pro bono” representation in overlong cases. These figures do, however, not include court fees or fees for expertise or interpretation, which are also covered by legal aid, but not isolated within the budget. Therefore, no figures can be provided as regards the whole re-gime of legal aid. The higher costs compared to 2019 are due in particular to the establishment of the on-call legal service to implement Directives (EU) 2016/1919 "Legal Aid" and (EU) 2016/800 on procedural safeguards for children who are suspects or accused persons in criminal proceedings.

012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)	27 568 106 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
--	--	--	--

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : A lump sum of € 24.940.000 represents the approved public budget for payment to the bar for "pro bono" representation of parties and the "stand-by legal counselling service". The implemented public budget for payment to the bar for "pro bono" representation of parties and the "stand-by legal counselling service" is € 27.568.105,73 (for civil and criminal cases).

The difference between the approved and the implemented budget is mainly due to advance payments to the bar for "pro bono" representation in overlong cases. These figures do, however, not include court fees or fees for expertise or interpretation, which are also covered by legal aid, but not isolated within the budget. Therefore, no figures can be provided as regards the whole re-gime of legal aid. The higher costs compared to 2019 are due in particular to the establishment of the on-call legal service to implement Directives (EU) 2016/1919 "Legal Aid" and (EU) 2016/800 on procedural safeguards for children who are suspects or accused persons in criminal proceedings.

=

012-2. L'aide judiciaire inclut-elle :

	L'aide judiciaire inclut:
La couverture des taxes / frais de justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
L'exonération des taxes / frais de justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

=

012-3. Les budgets de l'aide judiciaire indiqués dans les Q12 et Q12-1 incluent-ils :

	Montant calculé/estimé inclus
La couverture des taxes / frais de justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
L'exonération des taxes / frais de justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

=

013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
------------------------	-----------------------

Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Veillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

=

014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la Justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autre ministère	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Parlement	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Cour Suprême	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Conseil Supérieur de la Magistrature	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Organisme d'inspection	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autre	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « Autre ministère », et/ou « Organisme d'inspection », et/ou « Autre », veuillez préciser : "other ministry": Ministry of Finance; „other“: Higher regional Courts

The Minister of Justice splits the budget allocated by the Federal Financial Law – among others – to the Supreme Court and the Higher regional courts. The president of the Supreme Court and the presidents of the four Higher regional courts manage and evaluate the allocated court budget.

014-0. Quels sont les critères utilisés pour allouer les ressources financières entre les tribunaux ? En outre, veuillez sélectionner maximum trois critères principaux d'allocation :

	Critères utilisés	Critères principaux
Coûts budgétaires des années précédentes	<input checked="" type="checkbox"/> [X]	<input checked="" type="checkbox"/> [X]
Evaluation des besoins particuliers	<input checked="" type="checkbox"/> [X]	<input checked="" type="checkbox"/> [X]
Nombre de juges/non juges	<input checked="" type="checkbox"/> [X]	<input checked="" type="checkbox"/> [X]
Nombre d'affaires nouvelles	<input type="checkbox"/> []	<input type="checkbox"/> []
Nombre d'affaires pendantes	<input type="checkbox"/> []	<input type="checkbox"/> []
Nombre d'affaires terminées	<input type="checkbox"/> []	<input type="checkbox"/> []
Autre	<input type="checkbox"/> []	<input type="checkbox"/> []

[] NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser :

014-1. Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein d'un tribunal de première instance ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Président du tribunal et/ ou juge(s)	<input checked="" type="checkbox"/> (X) Oui <input type="checkbox"/> () Non <input type="checkbox"/> [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> (X) Oui <input type="checkbox"/> () Non <input type="checkbox"/> [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> (X) Oui <input type="checkbox"/> () Non <input type="checkbox"/> [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> (X) Oui <input type="checkbox"/> () Non <input type="checkbox"/> [] NAP
Directeur de l'administration du tribunal et/ou non-juges	<input type="checkbox"/> () Oui <input checked="" type="checkbox"/> (X) Non <input type="checkbox"/> [] NAP	<input type="checkbox"/> () Oui <input checked="" type="checkbox"/> (X) Non <input type="checkbox"/> [] NAP	<input type="checkbox"/> () Oui <input checked="" type="checkbox"/> (X) Non <input type="checkbox"/> [] NAP	<input type="checkbox"/> () Oui <input checked="" type="checkbox"/> (X) Non <input type="checkbox"/> [] NAP
Organe mixte (juge(s) et non-juge(s))	<input type="checkbox"/> () Oui <input checked="" type="checkbox"/> (X) Non <input type="checkbox"/> [] NAP	<input type="checkbox"/> () Oui <input checked="" type="checkbox"/> (X) Non <input type="checkbox"/> [] NAP	<input type="checkbox"/> () Oui <input checked="" type="checkbox"/> (X) Non <input type="checkbox"/> [] NAP	<input type="checkbox"/> () Oui <input checked="" type="checkbox"/> (X) Non <input type="checkbox"/> [] NAP
Autre	<input type="checkbox"/> () Oui <input checked="" type="checkbox"/> (X) Non <input type="checkbox"/> [] NAP	<input type="checkbox"/> () Oui <input checked="" type="checkbox"/> (X) Non <input type="checkbox"/> [] NAP	<input type="checkbox"/> () Oui <input checked="" type="checkbox"/> (X) Non <input type="checkbox"/> [] NAP	<input type="checkbox"/> () Oui <input checked="" type="checkbox"/> (X) Non <input type="checkbox"/> [] NAP

Commentaires - Si « Autre », veuillez préciser. Si les responsabilités sont différentes selon le type/degré de juridiction, veuillez répondre à la question pour les juridictions de première instance de droit commun et décrire les différences en commentaire :

A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : "Haushaltsinformationssystem" (household database) on the basis of the consolidated closing of accounts ("Bundesrechnungsabschluss 2020")

1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice



015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	1 910 364 600 [] NA [] NAP	1 949 351 814 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The higher figure of the implemented budget compared to the approved budget is mainly a result of the use of reserves for digitalization projects (30 million euros) and construction projects (19,450 million euros). Furthermore, the higher figure reflects the unexpected costs for measures in connection with Covid-19.

In contrast with previous cycles, the 2020 data includes administrative courts.

015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus
Tribunaux	(X) Oui () No [] NAP
Aide judiciaire	(X) Oui () No [] NAP
Ministère public	(X) Oui () No [] NAP

Commentaires

015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus
Système pénitentiaire	(X) Oui () Non [] NAP
Service de probation	(X) Oui () Non [] NAP
Conseil supérieur de la magistrature	() Oui () Non [X] NAP
Conseil supérieur des procureurs	() Oui () Non [X] NAP

Cour constitutionnelle	() Oui (X) Non [] NAP
Service de gestion du système judiciaire	() Oui () Non [X] NAP
Service de l'avocat d'Etat	() Oui () Non [X] NAP
Service de l'exécution	(X) Oui () Non [] NAP
Notariat	() Oui (X) Non [] NAP
Service d'expertise légale	() Oui (X) Non [] NAP
Protection judiciaire de la jeunesse	() Oui (X) Non [] NAP
Fonctionnement du ministère de la Justice	(X) Oui () Non [] NAP
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	() Oui (X) Non [] NAP
Service d'immigration	() Oui (X) Non [] NAP
Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	() Oui (X) Non [] NAP
Autres	(X) Oui () Non [] NAP

Si « Autres », veuillez préciser : The budget of the whole justice system also includes state funding concerning guardianship (EUR 57.001.000 approved/ EUR 56.976.364 implemented) and grants to victim assistance facilities (EUR 9.429.000 approved/ EUR 8.994.869 implemented)

A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : "Haushaltsinformationssystem" (household database) on the basis of the consolidated closing of accounts ("Bundesrechnungsabschluss 2020).

1.2 Organisation et gestion des tribunaux et des ministères publics

015-4. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des tribunaux individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du tribunal concerné ?

- Responsible for the management is the principal (« Vorsteher/in » ; district courts) or the president (« Präsident/in » ; other courts) of the respective court. Principals and presidents of courts are judges. The president of a court is supported by its vice-president and, if necessary, by further judges of the court and civil servants. The President of the Supreme Administrative Court is one of the supreme bodies and has the rank of a federal minister.

Nombre de caractères maximaux : 10 000

015-5. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des ministères publics individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du ministère public concerné ?

- Responsible for the management is its head (« Leiter/in »). The head of the public prosecution office is supported by its first deputy (« Erste/r Stellvertreter/in ») and other public prosecutors and civil servants. Both head and first deputy are public prosecutors.

Nombre de caractères maximaux : 10 000

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2.1. Aide judiciaire

2.1.1 Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP

New node

016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant et durant la procédure devant le tribunal :

- - Criminal cases
In principle every person who retains a defence lawyer or another representative has to bear the costs him- or herself even if the

lawyer was appointed ex officio (sec 393 para 1 CCP). According to sec 61 para 2 CCP the court has to decide upon total or partial legal aid on the request of the defendant if the defendant cannot bear the total costs for the defence lawyer without impairment of his/her own or his/her family's maintenance which enables him/her to a simple lifestyle and if it is necessary in the interest of justice in particular in the interest of an adequate defence. In any case legal aid has to be granted during the whole procedure if and as long as the defendant is held in pre trial detention; •during the entire procedure on the confinement in an institution for mentally abnormal offenders; •during the trial on the confinement in an institution for addicted offenders in need of curing and on the confinement in an institution for dangerous subsequent offender; •during the trial in front of a jury or of a court of lay assessors; during the trial in front of a single judge if the sentence which may be imposed is more than three years of deprivation of liberty; •during the appeal procedure against a verdict of a court of jury or a court of lay assessors, in case the European Court for Human Rights has determined a violation of the European Convention on Human Rights or an additional Protocol to it for conducting the request for the reopening of the procedure and for the trial in public;

- if the defendant is blind, deaf, mute or otherwise handicapped or if he/she is mentally ill or retarded and therefore not able to conduct the defence by him/herself,

- for the appeal procedure,

- if the factual and legal position is difficult.

Where in any case the defendant needs a defence lawyer, the court has to decide on legal aid ex officio even if the defendant does not request for it but further requirements to provide legal aid are given.

With regard to the decision on legal aid the court has to examine the defendant's economic capacity to bear the costs for a defence lawyer. The economic capacity is determined by the maintenance which enables the defendant and his/her family to a simple lifestyle, and can be identified at the bases of the minimum living wage which may not be garnished given by sec 5 of the act on garnishment of wages and the appropriate maintenance which is higher than the minimum living wage. In particular the income and other assets on the one hand and the number of persons who are entitled to maintenance on the other hand determine the threshold for the court decision on the obligation on costs reimbursement.

If the court has ordered the assignment of a defence counsel, the court has to notify the committee of the relevant Bar Association at the seat of the court in order for that committee to appoint an attorney to act as defence counsel. In this process and insofar as possible, the committee has to take into account the wishes of the accused concerning the choice of person to act as defence counsel in agreement with the named attorney (sec 62 para 1 CCP).

- Civil Cases

A party with insufficient financial means may apply for legal aid when entering into litigation or at any time later as long as the civil proceeding is still pending. As far as required the court can give legal aid by (wholly or partially) freeing the indigent party from court fees and other fees (fees for experts, interpreters, witnesses and guardians appointed by the court - as representatives for absent parties or parties in need of guardianship -, the parties' travelling expenses, and costs of announcements) and by providing legal representation (by a lawyer) free of charge.

Where legal representation is provided, legal aid also covers the pre-trial advice given by the lawyer. Legal aid is granted only as the applicant - according to his income, assets and maintenance obligations - is unable to bear (any or part of) the costs mentioned above without endangering the minimum subsistence level necessary to allow a simple standard of living. Legal aid is denied if the claim or defence of the applicant is manifestly unfounded or if the claim has no prospect of success. Legal aid is granted in all civil and commercial court proceedings regardless of the applicant's nationality or place of residence.

If legal aid is granted in the main proceeding, the same also applies to the enforcement proceedings. A party which was granted legal aid for a particular legal dispute in another EU Member State is also entitled to legal aid in Austria for a proceeding concerning the recognition and enforcement of the decision given in that dispute. If an application for legal aid is submitted concerning an urgent case (e.g. legal representation in the case of interim measures) the court has to decide speedily. If the court decides that the legal aid includes the assistance of a lawyer, the regional Bar Association selects a lawyer from among its members, by alphabetical order.

However, the applicant may propose a lawyer himself. Although this proposal is not binding on the regional Bar Association, it will in general accept a well-founded proposal (e.g. if the lawyer is willing and already familiar with the case). The regional Bar Association usually appoints a lawyer to represent the applicant within a few days. The application form (ZPForm 1) contains a summary of assets (income, property such as real estate, money in bank accounts, insurance policies, etc.) and liabilities (maintenance, etc.), personal data and information on the applicant's living conditions. Supporting documents are to be submitted as far as possible. False or

maliciously incomplete information can lead to considerable fines and can also result in civil liability or criminal prosecution for fraud. At its discretion the courts may grant full legal aid or – depending on the applicant's circumstances and taking into account expected costs – partial legal aid, covering only certain fees. But if the applicant loses the case, he has to reimburse the successful party's procedural costs.

Legal aid covers all stages of the proceedings. As long as it has not been withdrawn because of a change in the applicant's circumstances or annulled by the court if it is established that the conditions under which the aid was granted were not borne out, legal aid covers any appeal (or appeal procedure).

The court must withdraw legal aid if it is established that the initial conditions under which legal aid was granted have ceased to apply (i.e. there are changes in the party's circumstances or the claim proves to be manifestly unfounded or not brought in good faith) or there is proof that the conditions for granting legal aid were not met even at the time when legal aid was granted. In the latter case the party must pay back the amounts received. During a period of three years from the end of the proceedings, a party recovering enough money must refund legal aid benefits, provided this does not endanger his minimum subsistence level. In order to examine the applicant's circumstances, the court orders an up-to-date summary of assets and liabilities.

New node

018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

Oui

Non

NAP

Si oui, veuillez préciser :

019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

2.1.2 Informations relatives à l'aide judiciaire

020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
TOTAL	18 959 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	18 959 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

En matière pénale	4 958 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 958 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
En matière autre que pénale	14 001 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	14 001 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant :

020-1. Veuillez indiquer les délais de la procédure pour l'octroi de l'aide judiciaire, c'est à dire la durée allant de la demande initiale d'aide judiciaire à l'approbation finale de cette demande.

	Durée en jours
Durée maximale prescrite dans la loi/règlementation	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Durée moyenne réelle	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser si les délais prévus sont fixés dans une loi ou une autre réglementation. En outre, veuillez préciser si des délais différents sont prévus pour les affaires pénales et les affaires autres que pénales : Actual average duration:

criminal law: 3,67 days; civil law 34,48 days; total: 24,87 days

supreme administrative court: 23 days

regional administrative courts: maximum duration prescribed in law/regulation: 6 months

Actual average duration: 40 days

=

021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?

	Assistance gratuite d'un avocat
Personnes mises en cause	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Victimes	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : For accused individuals see Question 16.-1.

Upon request, certain victims are to be afforded psycho-social and legal support for the proceedings, insofar as this is necessary to preserve the rights of the victim, taking into account their personal concerns (sec 66b CCP).

022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

	libre choix de l'avocat
Personnes mises en cause	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Victimes	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d’octroyer l’aide judiciaire complète ou partielle ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez préciser si d’autres critères sont pris en compte pour l’octroi de l’aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l’interprétation des données ci-dessus :

023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

024. Est-il possible de refuser l’aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l’action (par exemple pour caractère abusif de l’action en justice ou lorsque l’action n’a aucune chance d’aboutir) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l’aide judiciaire : Civil cases:

Legal aid is denied if the claim or defence of the applicant is manifestly unfounded or if the claim has no prospect of success (sec. 63 para 1 Civil Procedure Code). Administrative cases:

Granting legal aid depends not only on the income and on the financial situation of the party; in fact, it is possible to refuse legal aid if the claim or the defence of the applicant is manifestly unfounded or not brought in good faith. Moreover, the court must withdraw legal aid, if it is established that the initial conditions under which legal aid was granted have ceased to apply (e.g. there are changes in the party’s circumstances or the claim proves to be manifestly unfounded or not brought in good faith) or there is a proof that the conditions for granting legal aid were not met even at the time when legal aid was granted. In the latter case the party must pay back the amounts received.

025. La décision d’accorder ou de refuser l’aide judiciaire est-elle prise par :

le(s) juge(s) en charge de l’affaire principale

un autre juge ou fonctionnaire

une instance extérieure au tribunal

plusieurs autorités (tribunal et organe externe)

Commentaires + another judge or official: for example when there is no pending court proceeding and legal aid is needed for the pre-trial

026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?

Oui

Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ?

027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaire - Si vous répondez par la négative, veuillez spécifier comment les frais de justice sont distribués : - criminal cases:
In cases of a guilty verdict, the defendant has to be obligated to cover the costs of the criminal proceedings (sec 389 para 1 CCP).
The expenses of criminal proceedings that have to be reimbursed by the party required to do so include:
1.a flat-rate contribution as part of those costs of the criminal proceedings that are not further specified in the following provisions, including the costs associated with the investigative work of the criminal investigation authority and the costs associated with the execution of directions given by the prosecution authority or by the necessary official acts of the court;
2.the fees for expert witnesses;
2a.unless para. 6 has to be followed, the fees for interpreters, in cases in which interpreters have been appointed pursuant to § 126 para. 2a a flat rate of 159 Euro;
3.reimbursement for information, reports, and opinions obtained from authorities (government departments and institutions) of the amount payable for such information, reports, and opinions in private affairs; 4.the costs for the transportation and guarding of the accused in connection with the accused's transfer from another country as well as the costs for witnesses summoned from abroad;
5.the costs for the securing of, and obtaining information about, bank accounts and financial transactions, or seizure of letters, information about data concerning transmission of messages and the surveillance of a communication under §§ 111 para. 3, 116 para. 6 last sentence and 138 para. 3, insofar as these investigative measures made a substantial contribution to the inquiry into the crime;
6.the costs of the enforcement of the conviction including the costs for the transfer of sentenced persons to serve a sentence in Austria or abroad, not including the costs for the enforcement of a prison sentence;
7.the court fees payable in criminal proceedings;
8.the costs for defence counsel and other representatives;
9.a flat rate of up to 1 000 Euro as part of the costs for legal support for the proceedings. (sec 381 para 1 CCP)
- civil cases:
In general the "loser pays principle" applies.

B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : cited laws

2.2. Usagers des tribunaux et victimes

2.2.1 Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, Conseil supérieur de la magistrature, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

	Oui, adresse(s) internet :	Non
Aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	(X) www.ris.bka.gv.at	()
A la jurisprudence des juridictions supérieures	(X) www.ris.bka.gv.at; findok.bmf.gv.at; www.ogh.gv.at; www.vwgh.gv.at; www.vfgh.gv.at	()
A des informations sur le système judiciaire (organisation des tribunaux, procédures judiciaires, etc.)	(X) www.justiz.gv.at; www.bmj.gv.at; www.vwgh.gv.at/Service/formulare.html	()
A d'autres documents (par exemple formulaires, formulaires téléchargeables, formulaires à remplir en ligne etc.)	(X) www.justiz.gv.at; findok.bmf.gv.at; www.vwgh.gv.at/Service/formulare.html; oesterreich.gv.at; usp.gv.at; Court's homepages; www.vwgh.gv.at/service/verfahren/der_weg_zur_entscheidung/index.html	()

Commentaire - Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « A d'autres documents » : List of courts Information concerning the courts, forms relevant to the procedures including accompanying information, media information, announcements, tenders, etc. Findok is an internet site concerning financial documentation

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de leur procédure judiciaire ?

() Oui, toujours

(X) Non

() Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaire - Si « Oui, seulement dans quelques situations particulières », veuillez préciser :

030. Existe-t-il un système d'information public et gratuit pour informer et faciliter l'accès à la justice ?

Systeme d'information

Général pour les citoyens	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Téléphone <input checked="" type="checkbox"/> Discussion interactive <input checked="" type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non
Spécifique pour les victimes d'infractions	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Téléphone <input checked="" type="checkbox"/> Discussion interactive <input checked="" type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non
Spécifique pour les mineurs (adapté aux enfants)	<input type="checkbox"/> Information en ligne <input type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaire - Veuillez fournir plus d'informations concernant ces systèmes. En outre, veuillez préciser comment cette assistance est fournie :

031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
Victimes de violence sexuelle / viol	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Victimes du terrorisme	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Mineurs (témoins ou victimes)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Victimes de violence domestique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Minorités ethniques	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Personnes en situation de handicap	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Délinquants mineurs	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaire - Si « Autres personnes vulnérables » et/ou « Autres modalités particulières », veuillez préciser :

031-0. Si des modalités particulières existent au regard des mineurs, quels sont les dispositifs, instruments, installations, pratiques visant à les protéger lorsqu'ils participent à une procédure judiciaire ?

- Préparation spéciale et adaptée aux mineurs pour la participation au procès/ poursuite judiciaire (expliquer la procédure d'une manière adaptée aux mineurs)
- Salle spéciale dans le tribunal conçue pour les audiences adaptées aux mineurs
- Personne/équipe spéciale de professionnels qualifiés (par exemple psychologues) pour accompagner le mineur tout au long de la procédure
- Des moyens spécifiques pour communiquer et expliquer la signification des décisions de justice
- Structures interinstitutionnelles/multidisciplinaires telles que les "Maisons d'enfants"
- Autre, veuillez préciser
- NAP

Commentaire

031-1. Quels sont les principaux critères pour qu'un mineur puisse engager une procédure, prendre des mesures procédurales en son nom propre ou être témoin ?

	Procédure civile	Procédure pénale
Capacité d'engager une procédure et de prendre d'autres mesures procédurales en son nom propre	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input checked="" type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input checked="" type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP
Être témoin	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input checked="" type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input checked="" type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si vous avez sélectionné les réponses « Exceptions au seuil » et « Autre », veuillez apporter des précisions. Si votre système fait une distinction entre la pleine capacité et la capacité limitée d'ester en justice, veuillez décrire la base de cette différenciation (âge, capacité de discernement, type d'action, type d'affaires, autre). In the area of civil proceedings, the following applies: a distinction has to be made between party ability (Parteifähigkeit) and litigation ability (Prozessfähigkeit). The ability to stand as a party is the ability to be an independent holder of rights and obligations in one's own name in the process, i.e. the ability to be a claimant or a defendant. The party capacity is the procedural counterpart to the substantive legal capacity, the procedural legal position is derived from the substantive legal position. According to Austrian law, all physical persons have the party ability until their death. Process capability/Litigation ability, on the other hand, is the ability to effectively take or be able to accept all process actions either by oneself or through a self-chosen representative. All persons with full legal capacity as well as all minors within the scope of their civil law legal capacity (Geschäftsfähigkeit) are legally competent. In contrast, children under the age of 7 and underage minors (§§ 21, 170 Austrian Civil Code - ABGB) as well as adult minors outside their legal capacity under civil law are incapable of litigation. These have to be represented by their legal representatives. In the case of minors whose parents are married, in general both parents are legal representatives (§ 177 ABGB). But there are also situations where only one parent, the grandparents, the foster parents (§ 178 ABGB), another suitable person (§ 204 ABGB), the child and youth welfare agency (§ 207 ABGB) or a collision curator (Kollisionskurator) (§ 271 ABGB) is the legal representative.

According to § 169 ABGB, one parent who is entrusted with custody is solely entitled to represent the child in civil court proceedings.

The Non-Contentious Proceedings Act (Außerstreitgesetz, AußStrG) provides for numerous possibilities and, for the most part, obligations to involve children in proceedings concerning them and thus to ensure their participation. Minors who have reached the age of fourteen can act independently before the court in guardianship proceedings concerning them (§ 104 AußStrG), the court has to hear minors personally in such proceedings - if necessary with the help of child and youth welfare agency, family court assistance, youth court assistance facilities or in another suitable way (§ 105 AußStrG). In addition, minors under 14 years of age may be assisted by a child advocate (Kinderbeistand), in case of special need also under 16 years of age with their consent, if this is necessary to support the minor with regard to the intensity of the dispute between the other parties (§ 104a AußStrG).

In 2009, the protection of minors in civil procedure law was comprehensively expanded. A provision on the questioning of minors (§ 289b ZPO) was created. This new § 289b ZPO establishes general principles for the interrogation of minors that take into account the special need for protection of minors. The procedural protection of minors from stressful interrogation situations is always to apply when their well-being would otherwise be endangered. § 289b ZPO provides for a graduated set of instruments. On the one hand, it is possible to refrain from questioning minors at all if the questioning in itself endangers their well-being and their protection cannot be achieved otherwise. On the other hand, if not the hearing as such, but only the hearing in the presence of the parties or their representatives endangers their well-being, a separate hearing for minors - if necessary by suitable experts - is possible. Separate hearing means that the participation of the parties to the proceedings and their representatives in the hearing is restricted in such a way that they can only follow the hearing by using technical equipment for word and image transmission (i.e. by means of screen and video transmission) without being directly present during the questioning. These provisions apply in principle to any questioning of a minor. Criminal proceedings:

A minor can be a witness in criminal cases, but of course, there are several rights and measures of protection for child victims and witnesses in Austrian criminal proceedings:

- Appointment of a curator (special representative) for the minor victim if a legal representative of the minor victim is suspected of having committed the criminal offence or if there is otherwise the risk of a conflict of interests between the minor victim and his legal representative, or if no legal representative can assist the minor victim in criminal proceedings (§ 66a para. 3 Criminal Procedure Code = CCP);
- Information on the escape and recapture as well as the first unmonitored release from the institution or on a pending or an actual release of the prisoner including any instructions given to him in order to protect the victim (§§ 106 para. 4, 149 para. 5 of the Prison Act);
- Psychosocial and legal support for the proceedings that is free of charge, if this is necessary to preserve the rights of the victim, taking into account their personal concerns (§ 66b para. 1 CCP). Some victims are afforded this support in any case (victims whose sexual integrity might have been violated and who are under the age of 14). Psycho-social support for the proceedings includes the preparation of the person concerned for the proceedings and for the emotional stress associated with the proceedings as well as accompanying the person to questioning during investigation proceedings and the main proceedings; legal support for the proceedings includes legal advice and representation by an attorney (§ 66b para. 2 CCP). The Federal Ministry of Justice is authorized to delegate contractually provision of assistance to victims during criminal proceedings to suitable experienced institutions and has to finance the provision of psychosocial and legal assistance by these institutions. In 2019, 47 NGOs provided psychosocial and legal assistance by order of the Federal Ministry of Justice. Many of these institutions, such as child protection centres, violence prevention centres and intervention centres, are specialised in working with children.
- Adversarial questioning of a witness in order to avoid secondary victimisation and the direct contact of the witness and the defendant. The participation at the interrogation of other participants in the proceeding may be limited by the use of technical means of audio and visual transmission for following the interrogation and the right to ask questions being exercised without being present at the interrogation. Moreover, in some cases it is possible to appoint an expert to conduct the interrogation (§§ 165 and 250 CCP);
- If an adversary questioning has taken place, the witness is released from the obligation to further testify and the protocol of the adversary questioning can be read in the main trial phase (§ 252 para. 1 subpara. 2a CCP);
- Protection of the identity of the witness (§§ 10 para. 3, 161 para. 1, 162 CCP);
- Protect the victims privacy (§ 228 para. 4 CCP - TV and radio recording as well as taking pictures or film of the trial are inadmissible; § 7a para. 1 subpara. 1 of the Law on the Media);
- Provide for the possibility for a witness to be interrogated at home or at another place (e.g. in cases of ill health, frailty, reasonable circumstances § 160 para. 1 CCP and § 247a CCP);
- Victims under the age of 18 years are considered to be particularly vulnerable in any event and have special rights during the criminal proceedings in addition to the general victims' rights, namely: to be interviewed during the investigation proceedings by a person of the same sex if the victim so wishes and if possible; to require that interpretation services are provided by a person of the same sex during questioning of the victim in the preliminary proceedings and in the main hearing, if possible; to refuse to answer specific questions as far as they go into detail of the criminal act and the victim considers the answer unbearable, or which concern circumstances of the victim's intimately personal area of life; upon request, to be interviewed during the investigation and the trial phase in a protecting manner (§§ 165, 250 para. 3 CCP), namely a minor victim who could have been injured in his or her sexual sphere by the offence the accused person is charged with, in any event in the manner described in § 165 para. 3, if necessary by an expert; upon request to exclude the public from the main trial (§ 229 CCP); to be immediately informed ex officio of the release or escape of the accused person from custody and provisional custody (§§ 172 para 4, 177 para 5, 181a CCP); to be interviewed in the presence of a person of his/her trust (§ 160 para. 2 CCP); to be notified of their special rights

prior to their initial interrogation (§ 70 para. 1 CCP). Since 1997, child-friendly interrogation rooms have been set up in all the courts in which criminal proceedings are carried out. (2) Insofar as a victim has a representative, the representative shall assist the victim in an advisory and supportive capacity in the criminal proceedings in accordance with § 73 CCP and, unless otherwise provided, shall exercise the procedural rights to which the victim would in principle be entitled.

Any person admitted to exercise the functions of an attorney, any institution for victim protection recognised under § 25 para. 3 of the National Security Police Act [Sicherheitspolizeigesetz (SPG)], or any other suitable person may be authorized to act as representative. Other suitable persons include, inter alia, legal representatives. The legal representation of a child is stipulated in § 167 Allgemeines Bürgerliches Gesetzbuch (ABGB). Moreover, according to § 160 para. 1 CCP, at the request of the witness, the presence of a person of trust of the witness must be allowed at the questioning. A person of trust must be brought in any case when a person suffering mental illness or mental impairment or a person under the age of 14 is questioned (§ 160 para. 2 CCP).

If the legal guardian of a victim who is a minor is suspected or found guilty of the criminal offence, if there is any other risk of a conflict of interests between the victim who is a minor and his or her legal guardian, or if no legal guardian can assist the victim who is a minor in criminal proceedings, it must be suggested to the Guardianship Court to assign a legal representative (§ 66a para. 3 CCP).

The same rules apply to minor perpetrators. They have the capacity to conduct proceedings in their own name. But to protect this very vulnerable age group, special rules for criminal proceedings within the Juvenile Justice Act (Jugendgerichtsgesetz – JGG) rule, that persons under the age of 18 (juveniles –Jugendliche) have to be assisted by a lawyer in certain procedural steps (e.g. when they are questioned, in any event, when they are brought before a competent court or judge in order to decide on detention and during detention; §§ 37 and 39 JGG).

031-2. Si un mineur ne peut pas mener une procédure en son nom propre, qui peut le représenter au cours de la procédure judiciaire ?

	Procédure civile	Procédure pénale
Parent/ tuteur légal	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input checked="" type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input checked="" type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autre représentant (à la place des parents/ tuteur légal)	<input checked="" type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique <input type="checkbox"/> Professionnel du droit <input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique <input checked="" type="checkbox"/> Professionnel du droit <input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire

031-3. Quels sont les différents critères de responsabilité pénale des mineurs ? (réponses multiples possibles)

- Seuil(s) d'âge
- Capacité de discernement
- Autres critères

Commentaire

031-3-1. Quels sont les seuils d'âge pour la responsabilité pénale des mineurs ?

Responsabilité pénale entraînant une peine non privative de liberté (par ex. mesures éducatives)

[14]

[] NA

[] NAP

Responsabilité pénale entraînant une peine privative de liberté

[14]

[] NA

[] NAP

Commentaire - Veuillez décrire brièvement la particularité de votre système. Pourriez-vous préciser si la possibilité d'atténuation s'applique aux peines prononcées et comment : Juvenile delinquency is defined as a criminal act committed by a person between the ages of fourteen and eighteen [Section 1 para 2 and 3 Jugendgerichtsgesetz (JGG), Juvenile Justice Act].

Criminal acts committed by a minor under the age of fourteen years are exempt from all forms of criminal prosecution. In reaction to such acts, only measures to ensure and foster the personal development of the minor can be taken by a tutelage court/family court [Section 4 para 1 JGG].

A juvenile (i.e. a person between the age of 14 and the age of 18) who commits an offence shall furthermore not be liable to punishment, if

1.he/she is for certain reasons not mature enough to be aware of the unlawfulness of the offence or to act accordingly, or

2.he/she commits an offence while still under the age of sixteen, if there is not gross fault on his/her part and there are no specific reasons requiring the application of the criminal law relating to young offenders to prevent the young person from committing criminal acts.

032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

() Oui, mais seulement si l'auteur est inconnu

() Oui, mais seulement si l'indemnisation ne peut pas être obtenue de la part de l'auteur

(X) Oui, toujours

() Non

Commentaire

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est- elle allouée ?

() Pour tous les types d'infractions

(X) Pour certains types d'infractions

[] NAP

Commentaire - Veuillez préciser :

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est- elle allouée ?

() Pour tous les types d'infractions

(X) Pour certains types d'infractions

[] NAP

Commentaire - Veuillez préciser :

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure

d'indemnisation ?

Oui

Non

Commentaires

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est- elle allouée ?

Pour tous les types d'infractions

Pour certains types d'infractions

NAP

Commentaire - Veuillez préciser :

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

Oui

Non

Commentaires

034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

035-1. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des mineurs victimes (protection et assistance) ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur de « classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge ».

Oui

Non

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser :

037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

	Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
Total	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 310 376 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Durée excessive de la procédure	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Non-exécution des décisions de justice	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Arrestation injustifiée	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Condamnation injustifiée	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autre	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) : The payments according to the Public Authority's Liability Act and the Penal Law's Compensation Act cannot be quantified regarding the different circumstances. Only the total amount of the payments can be provided. On this basis the payments according to the Public Authority's Liability Act were 444.740,27 Euro and those according to the Penal Law's Compensation Act were 865.635,22 Euro.

2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice

038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes pour mesurer la confiance dans la justice et le degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

	Au niveau national	Au niveau des tribunaux
Enquêtes auprès des juges	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès du personnel des tribunaux	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des procureurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc

Enquêtes auprès des avocats	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres professionnels	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des parties	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des victimes	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des mineurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès du public	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

Commentaire - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées :

039. Existe-t-il des statistiques hommes/femmes concernant les usagers des tribunaux, les personnes qui saisissent le tribunal, les victimes, les auteurs d'infractions etc. ?

(X) Oui, veuillez préciser : statistical data concerning male and female court users are available in respect of victims and accused persons of criminal cases.

() Non

Commentaire - Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : statistical data concerning male and female court users are available in respect of victims and accused persons of criminal cases.

040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)

(X) Oui

() Non

Commentaires

041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Autorité compétente pour traiter de la plainte	Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte
Tribunal concerné	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Instance supérieure	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Ministère de la Justice	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Conseil supérieur de la magistrature	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires

041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Nombre de plaintes	Montant des indemnisations accordées
Tribunal concerné	32 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Instance supérieure	216 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Ministère de la Justice	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Conseil supérieur de la magistrature	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	6 357 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile :

3. Organisation des tribunaux

3.1. Tribunaux

3.1.1 Nombre de tribunaux

042. Nombre de tribunaux - entités juridiques.

	Nombre de tribunaux
Nombre total des tribunaux - entités juridiques (1 + 2)	152 [] NA [] NAP
1. Nombre total des tribunaux de droit commun - entités juridiques (1.1 + 1.2 + 1.3)	133 [] NA [] NAP
1.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance - entités juridiques	128 [] NA [] NAP
1.2 Tribunaux de droit commun de deuxième instance - entités juridiques	4 [] NA [] NAP
1.3 Tribunaux de droit commun de la plus haute instance - entités juridiques	1 [] NA [] NAP
2. Nombre total des tribunaux spécialisés - entité juridiques	19 [] NA [] NAP

Commentaires In 2020 in Austria, the number of courts considered as legal entities is 152. Namely, there are 133 courts of general jurisdiction and 19 specialised courts. Among the 133 legal entities of general jurisdiction, 128 act at first instance, 4 at second instance and one at third instance. More precisely, the 115 District courts and the 13 Regional courts of general jurisdiction intervene as first instance courts. It is noteworthy that the 7 other regional courts that have specialised jurisdiction are not taken into consideration here, but are counted as specialised first instance courts (infra). It is to be mentioned that the peculiarity of the 20 Austrian Regional courts is that even though these are first instance courts, some of them are also competent in respect of appeals against District courts' decisions. The 4 Higher Regional Courts have appeal competence in respect of all civil and criminal cases. The Supreme court is the highest instance court in civil and criminal matters.

043. Nombre de tribunaux spécialisés - entités juridiques.

	Première instance	Instances supérieures
Nombre total des tribunaux spécialisés - entités juridiques	18 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	2 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux des faillites	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux du travail	1 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux des affaires familiales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	2 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux administratifs	11 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux militaires	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux pour enfants	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Autres tribunaux spécialisés	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « Autres tribunaux spécialisés », veuillez donner des précisions : As a rule every court has to deal with all judicial issues; in the biggest Austrian cities certain courts are specialised, i.e. five in Vienna (civil cases, criminal cases, commercial cases [2 x], labour and social welfare cases) and two in Graz (civil cases, criminal cases);

Because of the Court for labour and social welfare cases in Vienna (Arbeits- und Sozialgericht Wien) the sum of the individual courts does not correspond to the total number of specialised courts.

One commercial court in Vienna, both courts (in Vienna and Graz) specialised on civil cases and both courts (in Vienna and Graz) specialised on the enforcement of criminal sanctions also act as second instance courts.

044. Nombre de tribunaux - implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux (implantations géographiques)
Tribunaux de première instance - implantations géographiques (sont incluses ici les juridictions de droit commun de première instance et les juridictions spécialisées de première instance)	158 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Tous les tribunaux - implantations géographiques (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	164 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires For this cycle, data on geographic locations is presented in respect of different locations for different instances, in compliance with the methodology developed in the Explanatory Note. The variation observed with previous cycles is only of a methodological nature.

=

045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :

	Nombre de tribunaux
Une petite créance	115 [] NA [] NAP
Le licenciement	16 [] NA [] NAP
Le vol avec violence	16 [] NA [] NAP
Faillite	114 [] NA [] NAP

Commentaires *insolvency case: 114/16 --> depends, if a person or a company is subject of the insolvency case

045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

Oui

Non

Commentaire - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance :

045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

[15 000]

Commentaires

C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : For 41-1: annual report of the "Justiz-Ombudsstellen"
cite provisions

3.2. Personnel des tribunaux

3.2.1 Juges et personnels non-juges

046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)

Total	Hommes	Femmes

Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	2 589 [] NA [] NAP	1 261 [] NA [] NAP	1 328 [] NA [] NAP
1. Nombre de juges professionnels de première instance	2 153 [] NA [] NAP	1 012 [] NA [] NAP	1 141 [] NA [] NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	305 [] NA [] NAP	165 [] NA [] NAP	140 [] NA [] NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les Cours suprêmes	131 [] NA [] NAP	84 [] NA [] NAP	47 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

=

046-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les juges avec une rémunération proportionnellement réduite ?

Oui

Non

Commentaires

046-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

Garde d'enfants

Soins aux personnes âgées

A des fins de retraite anticipée

Autre raison, veuillez préciser illness, certain age (55 years), terminal care

Sans raison

Commentaires "Other reason": illness, certain age (55 years), terminal care

Regional administrative courts: without reason possible (50 % yes, 50 % no)

046-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de juges travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de juges) ?

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Total (1 + 2 + 3) (%)	15 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP	25 [] NA [] NAP
1. En première instance (%)	17 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP	27 [] NA [] NAP
2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	3 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	7 [] NA [] NAP

3. Au niveau des Cours suprêmes (%)	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
--	--	--	--

Commentaires Supreme Administrative Court: 0

Regional Administrative Courts: Total 8,20 %

046-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un juge exerçant à temps partiel comparé à un juge exerçant à temps plein ?

Moins de 50 %

50 – 60%

60 - 80%

Plus de 80 %

NA

NAP

Commentaires Regional administrative courts: 60%

=

046-2. Nombre de juges (ETP) par type d'affaires:

	Total	Civiles et/ou commerciales	Pénales	Administratives	Autres
Nombre total de juges	2 589 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 193 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	405 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	991 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Première instance	2 153 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	922 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	308 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	923 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Deuxième instance	305 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	225 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	80 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Cours suprêmes	131 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	46 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	17 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	68 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Si « Autres », veuillez expliquer quels types d'affaires :

=

047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)	82 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	47 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	35 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	59 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	34 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	25 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	20 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	11 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	9 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	3	2	1
	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA
	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tels (si possible, au 31 décembre de l'année de référence).

	Donnée
Donnée brute	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Donnée en équivalent temps plein	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?

Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....

Non

NAP

Commentaires

049. Nombre de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée).

	Donnée
Donnée brute	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Donnée en équivalent temps plein	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires administrative courts: 1296 lay judges

049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :

	Oui	Non	Echevinage
Affaires pénales (infractions graves)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Affaires pénales (infractions mineures)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Affaires familiales	()	(X)	()
Affaires de droit du travail	()	()	(X)
Affaires de droit social	()	()	(X)
Affaires commerciales	()	()	(X)
Affaires de faillite	()	(X)	()
Autre affaires civiles	()	(X)	()

[] NAP

Commentaire - Si « Autres affaires civiles », veuillez préciser :

050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

050-1. Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

[X] Affaires pénales

[] Affaires autres que pénales

Commentaires

051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?

[]

[X] NA

[] NAP

Commentaires



=

052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	5 270 [] NA [] NAP	1 543 [] NA [] NAP	3 727 [] NA [] NAP

1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.	801 [] NA [] NAP	306 [] NA [] NAP	495 [] NA [] NAP
2. Personnels non-juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, aide à la préparation de la décision)	432 [] NA [] NAP	94 [] NA [] NAP	338 [] NA [] NAP
3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	873 [] NA [] NAP	303 [] NA [] NAP	570 [] NA [] NAP
4. Personnels techniques	50 [] NA [] NAP	29 [] NA [] NAP	21 [] NA [] NAP
5. Autres personnels non juges	3 114 [] NA [] NAP	811 [] NA [] NAP	2 303 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « Autres personnels non-juges », veuillez préciser : "Other": Handling of case files ("Kanzlei")

2. Non-judge (judicial) staff whose task is to assist the judges: the increased number concerns administrative courts.

052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)	5 270 [] NA [] NAP	1 543 [] NA [] NAP	3 727 [] NA [] NAP
1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance	4 508 [] NA [] NAP	1 279 [] NA [] NAP	3 229 [] NA [] NAP
2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)	598 [] NA [] NAP	205 [] NA [] NAP	393 [] NA [] NAP
3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes	164 [] NA [] NAP	59 [] NA [] NAP	105 [] NA [] NAP

Commentaires

=

053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences

autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :

- Pour l'aide judiciaire
 En matière familiale
 Pour les ordres de paiement
 Pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
 Exécution des affaires civiles
 Exécution des affaires pénales
 Pour les affaires non contentieuses
 Autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
 NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions :

054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?

- Oui
 Non

Commentaires

054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :

- la maintenance informatique
 la formation du personnel
 la sécurité
 les archives
 le nettoyage
 autres types de services (veuillez préciser) :

Commentaires "Other": Caretaker

C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Law, specific statistics in the field of personnel monitoring and controlling

3.3.Ministère public

3.3.1.Procureurs et personnel

055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, auprès de tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	398 [] NA [] NAP	190 [] NA [] NAP	208 [] NA [] NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	358 [] NA [] NAP	166 [] NA [] NAP	192 [] NA [] NAP
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	22 [] NA [] NAP	14 [] NA [] NAP	8 [] NA [] NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	18 [] NA [] NAP	10 [] NA [] NAP	8 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

=

055-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les procureurs avec une rémunération proportionnellement réduite ?

Oui

Non

Commentaires

055-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

Garde d'enfants

Soins aux personnes âgées

A des fins de retraite anticipée

Autre raison, veuillez préciser terminal care

Sans raison

Commentaires

055-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de procureurs travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de procureurs) ?

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Total (1 + 2 + 3) (%)	18 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP	32 [] NA [] NAP
1. En première instance (%)	21 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP	36 [] NA [] NAP
2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	4 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	12 [] NA [] NAP

3. Au niveau des Cours suprêmes (%)	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
--	------------------------	------------------------	------------------------

Commentaires

055-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un procureur exerçant à temps partiel comparé à un procureur exerçant à temps plein ?

- () Moins de 50 %
 () 50 - 60%
 () 60 - 80%
 () Plus de 80 %
 NA
 NAP

Commentaires

056. Nombre de chefs des ministères publics.

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)	30 [] NA [] NAP	20 [] NA [] NAP	10 [] NA [] NAP
1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance	22 [] NA [] NAP	14 [] NA [] NAP	8 [] NA [] NAP
2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)	7 [] NA [] NAP	5 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP
3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes	1 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus :

057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

- (X) Oui
 () Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions : The agents of public prosecutor's offices ("Bezirksanwälte") are judicial officers with legal training, and are allowed to act for the public prosecutor's offices under the supervision of a public prosecutor (Quite similar to the "Rechtspfleger", but with a lower range of competence); agents of public prosecutor's offices in training included

057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

- [161]
 NA

059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

- () Oui

(X) Non

[] NAP

Commentaires

059-1. Les parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?

	-
Violence domestique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Violence sexuelle	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : Trainings in areas of domestic violence and sexual violence are part of the initial training and part of the continuous training of prosecutors as well.

=

060. Nombre de personnel (non-procureurs) rattaché au ministère public, si possible au 31 décembre de l'année de référence et sans le nombre de personnels non-juges, v. question 52 (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement pourvus).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	364 [] NA	71 [] NA	293 [] NA

Commentaires

C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Managementinformationsystem ("MIS") of PM-SAP Specific statistics in the field of personnel monitoring and controlling (managed by MoJ)

3.4.Parité hommes/femmes

3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité

061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le

cadre des procédures de recrutement :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	<p>(X) Quota regulations provided by the Federal Equal Treatment Act (Bundes-Gleichbehandlungsgesetz, Federal Law Gazette Nr 100/1993; last modified with Nr 153/2020) and the Action Plan for the promotion of Women in the judiciary (Frauenförderungsplan Justiz Federal Law Gazette II Nr 431/2019; Provisions in the organizational laws; special programs; Regulation regarding the action plan for promotion of women at the Supreme Administrative Court, Federal Law Gazette II Nr 335/2020</p>	()
des procureurs	<p>(X) Quota regulations provided by the Federal Equal Treatment Act (Bundes-Gleichbehandlungsgesetz, Federal Law Gazette Nr 100/1993; last modified with Nr 153/2020) and the Action Plan for the promotion of Women in the judiciary (Frauenförderungsplan Justiz Federal Law Gazette II Nr 431/2019</p>	()

<p>du personnel non-juge</p>	<p>(X) Quota regulations provided by the Federal Equal Treatment Act (Bundes-Gleichbehandlungsgesetz, Federal Law Gazette Nr 100/1993; last modified with Nr 153/2020) and the Action Plan for the promotion of Women in the judiciary (Frauenförderungsplan Justiz Federal Law Gazette II Nr 431/2019; Provisions in the organizational laws; special programs; Regulation regarding the action plan for promotion of women at the Supreme Administrative Court, Federal Law Gazette II Nr 335/2020</p>	<p>()</p>
<p>des avocats</p>	<p>(X) In recent years, the Austrian representation of the legal profession has created several facilitations and supports for women lawyers, such as exemption from legal aid, substitution pools, reduction of Bar contributions, reduction of pension contributions, network events, targeted information policy.</p>	<p>()</p>
<p>des notaires</p>	<p>()</p>	<p>(X)</p>
<p>des agents d'exécution</p>	<p>(X) Quota regulations provided by the Federal Equal Treatment Act (Bundes-Gleichbehandlungsgesetz, Federal Law Gazette Nr 100/1993; last modified with Nr 153/2020) and the Action Plan for the promotion of Women in the judiciary (Frauenförderungsplan Justiz Federal Law Gazette II Nr 431/2019</p>	<p>()</p>

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :

	Oui, veuillez preciser	Non
des juges	<p>(X) Quota regulations provided by the Federal Equal Treatment Act (Bundes-Gleichbehandlungsgesetz, Federal Law Gazette Nr 100/1993; last modified with Nr 153/2020) and the Action Plan for the promotion of Women in the judiciary (Frauenförderungsplan Justiz Federal Law Gazette II Nr 431/2019) when applying for senior positions. In addition, the mentioned legal provisions provide for the preferential treatment of women applying for trainings, which help them qualify for senior positions. Provisions in the organizational laws; special programs; Regulation regarding the action plan for promotion of women at the Supreme Administrative Court, Federal Law Gazette II Nr 335/2020</p>	()
des procureurs	<p>(X) Quota regulations provided by the Federal Equal Treatment Act (Bundes-Gleichbehandlungsgesetz, Federal Law Gazette Nr 100/1993; last modified with Nr 153/2020) and the Action Plan for the promotion of Women in the judiciary (Frauenförderungsplan Justiz Federal Law Gazette II Nr 431/2019) when applying for senior positions. In addition, the mentioned legal provisions provide for the preferential treatment of women applying for trainings, which help them qualify for senior positions.</p>	()

du personnel non-juge	<p>(X) Quota regulations provided by the Federal Equal Treatment Act (Bundes-Gleichbehandlungsgesetz, Federal Law Gazette Nr 100/1993; last modified with Nr 153/2020) and the Action Plan for the promotion of Women in the judiciary (Frauenförderungsplan Justiz Federal Law Gazette II Nr 431/2019) when applying for senior positions. In addition, the mentioned legal provisions provide for the preferential treatment of women applying for trainings, which help them qualify for senior positions. Provisions in the organizational laws; special programs; Regulation regarding the action plan for promotion of women at the Supreme Administrative Court, Federal Law Gazette II Nr 335/2020</p>	()
des avocats	<p>(X) In recent years, the Austrian representation of the legal profession has created several facilitations and supports for women lawyers, such as exemption from legal aid, substitution pools, reduction of Bar contributions, reduction of pension contributions, network events, targeted information policy.</p>	()
des notaires	()	(X)

des agents d'exécution	(X) Quota regulations provided by the Federal Equal Treatment Act (Bundes-Gleichbehandlungsgesetz, Federal Law Gazette Nr 100/1993; last modified with Nr 153/2020) and the Action Plan for the promotion of Women in the judiciary (Frauenförderungsplan Justiz Federal Law Gazette II Nr 431/2019) when applying for senior positions. In addition, the mentioned legal provisions provide for the preferential treatment of women applying for trainings, which help them qualify for senior positions.	()
------------------------	--	-----

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, ou bien si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

=

061-3-1. . Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre de la procédure de désignation des :

	Oui / Non
Présidents des tribunaux	(X) Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment]Quota regulations provided by the Federal Equal Treatment Act (Bundes-Gleichbehandlungsgesetz, Federal Law Gazette Nr 100/1993; last modified with Nr 153/2020) and the Action Plan for the promotion of Women in the judiciary (Frauenförderungsplan Justiz Federal Law Gazette II Nr 431/2019). () Non
Chefs des ministères publics	(X) Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment]Quota regulations provided by the Federal Equal Treatment Act (Bundes-Gleichbehandlungsgesetz, Federal Law Gazette Nr 100/1993; last modified with Nr 153/2020) and the Action Plan for the promotion of Women in the judiciary (Frauenförderungsplan Justiz Federal Law Gazette II Nr 431/2019). () Non

Commentaires

3.4.2 Au niveau national

061-5. Votre pays dispose-t-il d'un document général (par exemple une politique/ stratégie/ un plan d'action/ programme) sur la parité hommes/femmes qui s'applique spécifiquement au système judiciaire?

Oui

Non

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire. Pouvez-vous indiquer les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s) , ou nous le/les adresser/ télécharger ?

061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances) / une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :

	Oui, veuillez préciser	Non
Le recrutement des juges	<input checked="" type="checkbox"/> see comments	<input type="checkbox"/>
La promotion des juges	<input checked="" type="checkbox"/> see comments	<input type="checkbox"/>
Le recrutement des procureurs	<input checked="" type="checkbox"/> see comments	<input type="checkbox"/>
La promotion des procureurs	<input checked="" type="checkbox"/> see comments	<input type="checkbox"/>
Le recrutement du personnel non-juge	<input checked="" type="checkbox"/> see comments	<input type="checkbox"/>
La promotion du personnel non-juge	<input checked="" type="checkbox"/> see comments	<input type="checkbox"/>

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire :

061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :

(titre, date, nature du texte) Federal Equal Treatment Act (Bundes-Gleichbehandlungsgesetz, Federal Law Gazette Nr 100/1993; last modified with 123/2020), Articles 22 ff, 26 ff, 28 ff, 35 ff

[] NAP

061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la Justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité hommes/femmes) Equal opportunities commission: attached to the Federal Chancellery (Art 22 Federal Equal Treatment Act), independent (Art 24 Federal Equal Treatment Act) Equal-treatment officer, deputy officers and contact persons for equal treatment: attached to the Ministry of Justice (Art 26, 28 Federal Equal Treatment Act), independent (Art 37 Federal Equal Treatment Act) Working Group for equal treatment: attached to the Ministry of Justice (Art 35 Federal Equal Treatment Act)

Act), independent

NAP

061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours) In hearings for the recruitment of judges or prosecutors with candidates of different sex, the equal-treatment officer has a right to sight the application forms and documents. She has to be heard by the personnel chambers ("Personalsenate") and is allowed to ask questions. In case the equal-treatment officer decides not to take part in the hearing, she is entitled to give a written statement about criteria the personnel chambers have to take into consideration ranking the candidates. According to the Federal Equal Treatment Act, she is – provided the consent of the victim – entitled to levy disciplinary complaints to the respective authorities in case she suspects an act of discrimination, especially concerning the recruitment and / or promotion procedure, the salary or other social benefits, admissions to initial or continuous trainings, working conditions or the termination of an employment relationship. In addition, the equal-treatment officer is the contact person for women for any questions, needs, complaints or notifications related to equality matters. Administrative Courts: Consultation and Information, partial permission to disciplinary notice.

NAP

3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public

061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :

	Oui	Non
dans les tribunaux (juges)	(X)	()
dans les services du ministère public (procureurs)	(X)	()
pour le personnel non-juge des tribunaux	(X)	()

Commentaires - Veuillez apporter des détails sur cette personne/institution, notamment ses titres/ses fonctions :

061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	()	(X)

Répartition de la charge de travail	()	(X)
Horaires de travail	()	(X)
Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	()	(X)
Remplacement des personnes absentes	()	(X)
Organisation des audiences	()	(X)
Autres	()	(X)

Commentaires -Si « Autres », veuillez préciser. Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires.

061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) : The Action Plan for the promotion of Women in the judiciary (Frauenförderungsplan Justiz, Federal Law Gazette II Nr 431/2019) provides special measures (e.g. quota regulations, the obligation to encourage women to apply for senior provisions, ...); participation in the inter-ministerial cross-mentoring-program for Women provided by the Federal Chancellery; continuous training offer promoting women (e.g. training for women returning after maternity leave, etc); design of a concept on human resource development dedicated to the specific needs of the individual.
See also Regulation regarding the action plan for promotion of women at the Supreme Administrative Court, Federal Law Gazette II Nr 335/2020

les mesures prévues (veuillez préciser) : -----

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires -----

[] NAP

061-10. Existe-t-il des études d'évaluation ou des rapports officiels concernant les principales causes d'éventuelles inégalités en matière de :

- [] Procédures de recrutement, veuillez préciser:
- [] Nomination au poste de président de juridiction, veuillez préciser:
- [] Nomination au poste de chef de ministère public, veuillez préciser:
- [] Procédures de promotion et l'accès aux postes de responsabilité, veuillez préciser:

[] Autres études, veuillez préciser:

[] NAP

Commentaire - Veuillez préciser également les documents de référence :

3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

	Organisation
Politiques et stratégies informatiques	<input checked="" type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau de l'unité/ partie prenante <input type="checkbox"/> Autre
Gouvernance informatique	<input checked="" type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> Organisées au niveau de l'unité/partie prenante <input type="checkbox"/> Autre

Commentaires Regional administrative courts: Defined and coordinated at unit/stakeholder level / organised at unit/stakeholder level

065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?

personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre) Supreme Administrative Court: administrative, technical and scientific staff only

065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?

Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
-------------------------------	--------------------------

Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches »

065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?

(X) Oui

() Non

065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :

- les processus opérationnels
- la charge de travail
- les ressources humaines
- les coûts
- autres, veuillez préciser

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact)

3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel

065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?

(X) Oui

() Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent)

065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.)

3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision



062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?

Oui

No

Commentaires

062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non			
Pénale	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non			
Administrative	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non			

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

Oui

Non

Commentaires

062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature

Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs

[X] Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès The Criminal Records Office (Landespolizeidirektion Wien - Strafregisteramt) is responsible for maintaining the criminal records. The courts/prosecution offices can directly access the records; citizens can request criminal records certificates at police stations.

3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction

062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

Oui

Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité
Civile et/ou commerciale	<p><input checked="" type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test)</p> <p><input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> NA</p>
Pénale	<p><input checked="" type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test)</p> <p><input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> NA</p>

Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière) <input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux) <input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux) <input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test) <input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière) <input type="checkbox"/> NA
-----------------------	---

062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

Oui

Non

Commentaires

062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

	Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA

Administrative	(X) dans tous les tribunaux	() dans tous les tribunaux	(X) Oui
	() dans la plupart des tribunaux	(X) dans la plupart des tribunaux	() Essai pilote
	() dans certains tribunaux / certaines phases pilotes	() dans certains tribunaux / certaines phases pilotes	() Non
	() non disponible pour cette matière	() non disponible pour cette matière	[] NA
	[] NA	[] NA	

062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

Taux de disponibilité :

- (X) 100% - accessible à tous dans le système judiciaire
- () 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- () 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- () 1-9% - dans un seul tribunal
- () 0% (NAP) - Pas d'accès

[] NA

Commentaires

3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

- (X) Oui
- () Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/co nnection d'un CMS avec un outil statistique

Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Accessible aux parties <input type="checkbox"/> Publication de la décision en ligne <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> Non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Accessible aux parties <input type="checkbox"/> Publication de la décision en ligne <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> Non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Accessible aux parties <input type="checkbox"/> Publication de la décision en ligne <input type="checkbox"/> Les deux <input checked="" type="checkbox"/> Non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

	Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
Registre foncier	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Registre du commerce	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Pilotage budgétaire et financier

063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l’outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d’autres ministères (des finances notamment)
Gestion budgétaire et financière des tribunaux	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Gestion des frais de justice	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autres (préciser en commentaires)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Monthly controlling reports of the budgetary authorities.

Autres outils d’administration des tribunaux

063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l’activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

Oui

Non

Commentaires

063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
Pour les juges	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Pour les procureurs	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour le personnel non-juge/ non-procureur	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)

Oui

Non

Commentaires

064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité	Saisine papier obligatoire en parallèle	Cadre législatif spécifique autorisant la saisine	Outil intégré/connecté dans le CMS
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser In administrative proceedings in matters of taxes, customs duties and respective penalties there is no possibility to submit a case to courts or to request legal aid by electronic means.

064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

Oui

Non

Commentaires

064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique
Taux de disponibilité	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Information disponible dans le CMS	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)

Oui

Non

Commentaires

064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique

Civile et/ou commerciale	[X]	[]	[X]	[] SMS [] Courrier électronique [X] Application informatique spécifique [] Autres	[X]
Pénale	[X]	[]	[X]	[] SMS [] Courrier électronique [X] Application informatique spécifique [] Autres	[X]
Administrative	[X]	[]	[X]	[] SMS [] Courrier électronique [X] Application informatique spécifique [] Autres	[X]

Commentaires

Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique	Disponibilité pour

Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat

Commentaires

064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Services de police judiciaire	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui

Commentaires

064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés (contentieux relatif aux petites créances, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire) ?

Oui

Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant.

Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition des parties, etc.).

Oui

Non

Commentaires

064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)

Oui

Non

Commentaires

064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	Admissibilité de la preuve électronique	Cadre législatif
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Autres dispositifs de communication électronique entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers

3.6. Performance et évaluation

3.6.1 Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?

	Oui / Non
dans les tribunaux	() Oui (X) Non
dans les services du ministère public	() Oui (X) Non

Commentaires

3.6.2 Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :

[X] nombre de nouvelles affaires

[X] durée des procédures (délais)

[X] nombre d'affaires terminées

[X] nombre d'affaires pendantes

[X] stocks d'affaires

[X] productivité des juges et des personnels des tribunaux

[] satisfaction du personnel des tribunaux

[] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

[X] coûts des procédures judiciaires

[X] nombre de recours

[] taux de recours

[X] clearance rate

[] disposition time

[] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?

- Oui
- Non

Commentaires

073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence:

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si « Moins fréquente » ou « Plus fréquente », veuillez préciser : monthly statistics about incoming and closed cases (more frequent)

Periodic check lists (annual)

Internal audit examination all 4 to 7 years (less frequent)

073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?

- Oui
- Non

Commentaires

073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?

- Oui
- Non

Commentaires

073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser : Monthly statistics about incoming and closed cases (more frequent)
 Periodic check lists (annual)
 Internal audit examination all 4 to 7 years (less frequent)

073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?

- Oui
- Non

Commentaires

073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

=

079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) ?

- Conseil Supérieur de la Magistrature
- Ministère de la Justice

- Organe d'inspection
- Cour Suprême
- Organe d'audit externe
- Autre (veuillez préciser) : Higher regional courts of appeal

Commentaires "Other": Higher regional courts of appeal

079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) ?

- Conseil supérieur des procureurs
- Ministère de la Justice
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général /Procureur de la République
- Organe d'audit externe
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

3.6.3 Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public



070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux
- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- coûts des procédures judiciaires
- nombre de recours
- taux de recours
- clearance rate
- disposition time
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)

- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):

- en matière civile
- en matière pénale
- en matière administrative

Commentaires

072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?

	Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
dans les tribunaux	()	(X)
dans les services du ministère public	()	(X)

Commentaires

3.6.4 Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public

080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?

- Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :Federal Computing Centre of Austria (Bundesrechenzentrum GmbH) on behalf of the Federal Ministry of Justice
- Non

Commentaires

080-1. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal sont-elles publiées ?

- Oui, sur internet

Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires

=

080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?

Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :Federal Computing Centre of Austria (Bundesrechenzentrum GmbH) on behalf of the Federal Ministry of Justice

Non

Commentaires

080-3. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public sont-elles publiées ?

Oui, sur internet

Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires

=

081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) : Administrative Courts:

The activity report is prepared once a year by every administrative court and publicly available. The report contains, among others, the number of incoming and resolved cases, the number of cases, which were still open at the end of the year, type of proceedings, duration of proceedings, number of staff, etc. The reports are published.

Supreme Administrative Court:

The activity reports includes general remarks, personnel structure, statistics of pending and completed cases and a selection from the case law. The report is transmitted to the Federal Chancellor and other important state authorities.

081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires

081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

- Annuelle
 Moins fréquente
 Plus fréquente

Commentaires Judicial authority: annual

Administrative Courts: less frequent - depending on the court's organization between 1 and 3 years

Supreme Administrative Court: annual

=

081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

- Internet
 Intranet
 Diffusion papier

Commentaires

081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

- Annuelle
 Moins fréquente
 Plus fréquente

Commentaires

3.6.5 Administration des tribunaux

082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences,

permanences pour les affaires urgentes).

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

Oui

Non

Commentaires

083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :

Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)

Pouvoir législatif

Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)

Président de la juridiction

Autre (veuillez préciser) :

NAP

Commentaires

114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?

Oui

Non

Commentaires

114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

=

083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

Oui

Non

Commentaires

083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :

- Pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la Justice)
- Procureur général /Procureur de la République
- Conseil supérieur des procureurs
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Autre (veuillez préciser) :
- NAP

Commentaires

120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?

- Oui
- Non

Commentaires

120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires

C4. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Service Act for Judges and Public Prosecutors (Richter- und Staatsanwaltschaftsdienstgesetz, RStDG)
various other sources

4. Procès équitable

4.1. Principes

4.1.1 Principes du procès équitable

084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?

- []
- NA
- NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

085-1. i oui, quel est le ratio entre le nombre total de procédures de récusation initiées et le nombre de récusations qui ont été prononcées (au cours de l'année de référence) ?

[]

NA

Commentaires

086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme ?

Pour les procédures civiles (non-exécution)

Pour les procédures civiles (durée)

Pour les procédures pénales (durée)

NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour européenne des droits de l'homme au niveau de l'Etat / au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées) : The Ministry of Justice disseminates current information to all courts and prosecution services about the jurisprudence of the ECtHR by annual circular letters. Judgments of the ECtHR are discussed on a regular basis in the advanced training courses for judges on fundamental rights and in seminars for candidate judges and legal trainees. Sec 363a CCP provides that a retrial shall be held on application in so far as it cannot be ruled out that a violation of the ECHR or one of its Protocols, which was established in a judgment of the ECtHR on account of a decision or order of a criminal court, might have affected the decision in a manner detrimental to the person concerned. According to the jurisprudence of the Supreme Court (13 Os 135/06m), an application under sec 363a CCP may be lodged with the Supreme Court even prior to an application with the ECtHR, because sec 363a CCP must not be interpreted as permitting a retrial only in cases where a violation of Convention rights has already been established in a judgment against Austria by the ECtHR. The ECtHR considers an application under sec 363a CCP an effective and appropriate remedy for the purpose of Article 35 of the Convention (ECtHR 6.10.2015, ATV Privatfernseh GmbH, Appl.no. 58842/09).

086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation de la Convention européenne des droits de l'homme par la Cour Européenne des droits de l'homme ?

Oui

Non

NAP

Commentaires For civil procedure: No

If a judgment by the European Court of Human Rights determines that a decision or order by a criminal court violates the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms, BGBl. No. 210/1958, or one of its Additional Protocols, upon request those proceedings have to be renewed insofar as it cannot be ruled out that this violation may have a negative impact on the content of the decision of a criminal court for the person concerned (sec 363a para 1 CCP).

D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : See provisions in this part

4.2. Durée des procédures

4.2.1 Informations générales

087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

- en matière civile
- en matière pénale
- en matière administrative
- Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : -civil cases:

Interim legal protection is granted in civil law by means of temporary injunctions. These are immediate judicial measures taken upon application under certain conditions provided for in Sections 378 et sequ. of the Enforcement Code for the purpose of interim protection.

- criminal cases:

Sec. 9 CCP states that criminal proceedings in general shall be handled without undue delay (para. 1); according to para. 2 cases of pretrial detention shall be dealt with even more swiftly.

- administrative cases:

e.g. deportation detention, aliens' legislation

088. Existe-t-il des procédures simplifiées :

- en matière civile (petits litiges)
- en matière pénale (infractions mineures)
- en matière administrative
- Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : - criminal cases:

According to Sec 491 CCP (entered into force on 1.1.2015) in proceedings before the District Court and the Regional Court as a single judge the sentence can be set by written penal order without a previous trial if

1. it is only a misdemeanour (threat of punishment prison sentence up to three years), the accused person was under the examination to the criminal charge and expressly waives a trial,
2. there is no reason for a different kind of ending the proceedings (diversion or abatement of action),
3. the results of the investigation are sufficient for the assessment of all relevant circumstances and the rights and legitimate interests of victims are not affected (“Mandatsverfahren”).

- civil cases:

There is not a simplified procedure for small claims, but there are some specific rules related to the amount in dispute, which simplify the “normal” procedure.

- administrative cases (misdemeanour criminal cases):

If the Administrative Court has pronounced the ruling including the essential reasons for the decision, the court has to produce a minute.

According to Sec 29 of the Proceedings of Administrative Courts Act – VwGVG just upon request of the parties concerned within two weeks a written copy of the ruling shall be served on the parties.

In administrative proceedings in matters of taxes, customs duties and respective penalties, there is no simplified procedure.

088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements oralement, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?

- affaires civiles
- affaires pénales
- affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : - civil cases:

In general for judgements in civil cases (not only in small claims) applies the following rule (§ 417a civil procedure code):

If a judgment has been pronounced orally in the presence of both parties and none of the parties has filed a notice of appeal against the judgment, the written copy of the judgment may contain the grounds for the decision limited to the essential submissions of the parties and to what the court has based its decision thereon, to the extent that such information is necessary to assess the legal effect of the judgment.

- administrative cases: See the answer to question 88.

089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

4.2.2 Gestion des flux d'affaires – première instance



091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	531 048 [] NA [] NAP	3 123 339 [] NA [] NAP	3 115 226 [] NA [] NAP	539 161 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	31 407 [] NA [] NAP	73 755 [] NA [] NAP	73 611 [] NA [] NAP	31 551 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	372 350 [] NA [] NAP	2 208 341 [] NA [] NAP	2 222 330 [] NA [] NAP	358 361 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	335 714 [] NA [] NAP	1 273 208 [] NA [] NAP	1 299 718 [] NA [] NAP	309 204 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	36 636 [] NA [] NAP	935 133 [] NA [] NAP	922 612 [] NA [] NAP	49 157 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	20 086 [] NA [] NAP	643 942 [] NA [] NAP	643 959 [] NA [] NAP	20 069 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	16 550 [] NA [] NAP	291 191 [] NA [] NAP	278 653 [] NA [] NAP	29 088 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Affaires administratives	73 172 [] NA [] NAP	45 806 [] NA [] NAP	57 707 [] NA [] NAP	61 271 [] NA [] NAP	22 923 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	54 119 [] NA [] NAP	795 437 [] NA [] NAP	761 578 [] NA [] NAP	87 978 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires "Non litigious business registry cases": Sec. 3a para. 2 of the COVID-19 act concerning corporate law ("Gesellschaftsrechtliches COVID-19-Gesetz") allows corporations to file their annual accounts and other documents, that have to be published by law, not only within 9 but within 12 months from the account date (mostly: December 31st of a year). Usually, the duty to file these reports within 9 months leads to a high number of incoming files in September. 2020 the special rules lead to such high incoming file numbers in December and thereby to an increase in pending cases at the end of the year.

"4. Other cases": The number of incoming and resolved cases surged due to an increase of "general civil proceedings, that are not allocated to other categories of cases" because the district administrative authorities (Bezirksverwaltungsbehörden) had to notify the district courts of every single person against which a quarantine measure (SARS-CoV-2) had been taken. In concerns of statistical data every such notification resulted in an incoming (and resolved) case.

Generally, no courts were closed during the lockdowns. During the first lockdown (middle of March until the end of April 2020) the number of incoming cases dropped significantly. Nearly all court hearings had to be postponed during the first lockdown. In total (all case types) in April 2020 there were 89.25 % less court hearings than in April 2019. In general litigious civil matters of first instance there were even 94.59 % less hearings. A comparison of the total number of court hearings held in the period of March 2019 to February 2020 on the one hand and of March 2020 to February 2021 on the other hand shows that there were 22.22 % less hearings since the first lockdown. The significant drop in incoming cases and held court hearings in April 2020 resulted in the opportunity to concentrate on finishing pending cases in which all hearings had already been held. The statistical data shows that the number of judgments pending more than 2 months since the final hearing declined considerably (1st of July 2020: -75 % compared to 1st of April 2020). Judges did

always (even before the Covid-19 pandemic) have the opportunity to work from home. Many have made use of this option during the lockdowns. The Federal Ministry of Justice does not keep statistics on this matter (number of judges working from home) since judges are not obliged to record their working times or places.

092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :

. Commence of bankruptcy proceedings
 Bankruptcy proceedings
 Composition proceedings
 Non-litigious proceedings about rent, non profit cooperative association for housing, home ownership
 Proceedings about Lease of farm land
 Wardship cases in connection with administration of assets, custody and maintenance
 Uncontested payment orders
 Enforcement cases

093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :

. Cases concerning the Administration of justice

094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	22 930 [] NA [] NAP	66 767 [] NA [] NAP	65 549 [] NA [] NAP	23 968 [] NA [] NAP	870 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	5 469 [] NA [] NAP	21 966 [] NA [] NAP	22 120 [] NA [] NAP	5 315 [] NA [] NAP	201 [] NA [] NAP
2. Infractions mineures	8 283 [] NA [] NAP	24 453 [] NA [] NAP	23 966 [] NA [] NAP	8 770 [] NA [] NAP	405 [] NA [] NAP
3. Autres affaires pénales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :

The distinction between misdemeanour criminal cases and severe criminal cases is possible only for the criminal courts. However the total number includes administrative criminal law cases as well, where distinction is not possible.



4.2.3 Gestion des flux d'affaires – seconde instance

097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	4 675 [] NA [] NAP	23 070 [] NA [] NAP	23 469 [] NA [] NAP	4 276 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	3 037 [] NA [] NAP	12 862 [] NA [] NAP	13 127 [] NA [] NAP	2 772 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	1 638 [] NA [] NAP	10 208 [] NA [] NAP	10 342 [] NA [] NAP	1 504 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

2.2.3. Autres affaires liées aux registres	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				
2.3. Autres affaires non contentieuses	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				
3. Affaires administratives	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				
4. Autres affaires	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser.

098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	1 488 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	10 216 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	10 170 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 534 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Infractions graves	820 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	6 752 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	6 699 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	873 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Infractions mineures	668 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 464 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 471 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	661 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Autres affaires	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. "Misdemeanour and / or minor criminal cases": compared to the previous 10 years the pending, incoming and resolved cases in this category in the year 2020 showed a slight decrease. There is no specific explanation for this circumstance.

4.2.4 Gestion des flux d'affaires – Cour suprême

099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême

Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	848 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 278 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 364 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	762 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			
2.3. Autres affaires non contentieuses	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			
3. Affaires administratives	3 064 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	6 300 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	6 321 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 043 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	205 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autres affaires	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. Discrepancy between number of pending administrative cases on 31 December 2019 and number of pending administrative cases on 1 January 2020: the number of 3 064 pending administrative cases on 1 January 2020 corresponds to 2762 procedures adopted from previous years and 302 procedures completed in previous years and reopened in the reference year.

Pending administrative law cases older than 2 years: the observed increase is a consequence of the high number of cases in the field of asylum and aliens.

099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

- () Oui, veuillez indiquer le nombre d'affaires classées par cette procédure
- (X) Non

Commentaires

100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	621 [] NA [] NAP	1 393 [] NA [] NAP	1 428 [] NA [] NAP	586 [] NA [] NAP	9 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	165 [] NA [] NAP	679 [] NA [] NAP	698 [] NA [] NAP	146 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2. Infractions mineures	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Autres affaires pénales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :
The total figure includes data on administrative criminal cases before the Supreme Administrative Court.

4.2.5 Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques

101. Nombre d'affaires contentieuses spécifiques reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans
Divorce contentieux	2 648 [] NA [] NAP	4 906 [] NA [] NAP	4 886 [] NA [] NAP	2 668 [] NA [] NAP	147 [] NA [] NAP
Licenciement	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Faillite	9 905 [] NA [] NAP	14 236 [] NA [] NAP	17 140 [] NA [] NAP	7 001 [] NA [] NAP	1 057 [] NA [] NAP

Vol avec violence	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				
Homicide volontaire	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				

Commentaires Insolvency cases: the observed decreases between 2019 and 2020 are due to the pandemic. Data on intentional homicide and robbery cases were delivered for the year 2018 due to a special evaluation that had taken place. Because of this special evaluation data for 2018 was available. The standard statistical tools do not enable enquiries to pending cases of a certain category (regarding certain criminal offences) to a specific date in the past.



=

101-0. Nombre de procédures/ affaires relatives aux demandeurs d'asile et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans
Procédures non-juridictionnelles relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				
Procédures non-juridictionnelles relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				
Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				
Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	29 262 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	9 101 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	20 776 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	17 587 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Figures provided in respect of court proceedings concerning “court cases relating to the right of entry and stay for aliens” cover also asylum seekers court cases.

101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :

. An asylum seeker may appeal against the decision of the Federal Office for Aliens and Asylum (Bundesamt für Fremdenwesen und Asyl – BFA) within 4 weeks from delivery of the finding. The Federal Administrative Court (Bundesverwaltungsgericht – BVwG) decides on the case. If requested by the asylum seeker, an oral proceeding is mandatory unless the facts of the case seem to be clear (sec. 21 para 7 BFA-VG).

The asylum seeker as well as the BFA may appeal against the ruling of the BVwG to the Supreme Administrative Court (Verwaltungsgerichtshof – VfGH) within 6 weeks. Only the asylum seeker may also appeal to the Constitutional Court (Verfassungsgerichtshof – VfGH) within 6 weeks.

In residence permit procedures for third-country nationals, an appeal against a decision of the settlement authority can be filed with the locally competent regional administrative court:

https://www.oesterreich.gv.at/themen/dokumente_und_recht/verwaltungsgerichtsbarkeit/Seite.3130003.html

101-2. Nombre d'affaires d'abus sexuels d'enfants et de pornographie infantine reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Abus sexuels d'enfants	[X] NA [] NAP	269 [] NA [] NAP	466 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Pornographie infantine	[X] NA [] NAP	472 [] NA [] NAP	567 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaire - Veuillez expliquer les définitions juridiques de ces catégories d'infractions dans votre système : Child sexual abuse: Sexual act with a person of an age under 14 years or tempting such a person to perform a sexual act on themselves for the purpose of arousal of the offender or a third person (Sec. 206, 207 Criminal Code).

Child pornography: production of a pornographic representation (realistic illustration of a sexual act on a person of an age under 14 years as well as such an illustration of other minors as far as this illustration is distorted, reduced to itself and detached from other expressions of life, which serve the sexual arousal of the viewer) of minors (Sec. 207a Criminal Code).

102. Pourcentage des décisions ayant fait objet d'un appel, durée moyenne des procédures et pourcentage d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans pour toutes les instances, concernant des affaires contentieuses spécifiques. La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'instruction en matière pénale, ainsi que de la phase d'exécution.

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
Affaires civiles et commerciales contentieuses	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 27 [] NA [] NAP	304 [] NA [] NAP	52 [] NA [] NAP	105 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP

Divorce contentieux	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	141 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Licenciement	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Faillite	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	216 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Vol avec violence	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Homicide volontaire	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Average length in first instance of civil and commercial litigious cases: in the year 2020 there were several restrictions in force to combat the expansion of the SARS-CoV-2 virus. These restrictions lead to postponed court hearings and did certainly increase the average length of proceedings. The extent to which these restrictions impacted the average length is not measurable.

103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :

. In litigious divorce cases a special rule is applicable (Section 460 of the Civil Procedure Code – Zivilprozessordnung). The proceedings in non-litigious divorce cases is regulated in Sections 93-96 Außerstreitgesetz (Code of non-litigious proceedings).

104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.

. Sum of length of all proceedings in months divided by number of proceedings times 30.



105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :

- [X] diriger ou superviser l'enquête policière
- [X] mener des enquêtes
- [X] quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- [X] porter une accusation
- [X] soumettre l'affaire au tribunal
- [] proposer une peine au juge
- [X] faire appel
- [] superviser la procédure d'exécution
- [X] classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)
- [X] clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- [] autres attributions significatives (veuillez préciser) :

Commentaires

106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

- [X] affaire civiles
- [] affaires administratives
- [] affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Only in few, certain, exactly defined cases, the public prosecutor has the right to file an action before a civil court to have a marriage declared null and void, inter alia in the case of bigamy or if the marriage was merely or predominantly concluded to obtain the nationality or the family name of one spouse by the other. Furthermore, the public prosecutor represents the public interest in judicial proceedings, with which a person is declared dead. Inter alia he/she has the opportunity to give a statement before such a decision and has to request the nullification or the amendment of such a declaration, if a person has been declared dead but still is alive or has died on a different day than the day stated in the declaration of death.

107. Procureurs : Nombre total d'affaires pénales en 1ère instance

	Nombre d'affaires
1. Affaires pendantes au 1er Janvier de l'année de référence	27 279 <input type="checkbox"/> [] NA <input type="checkbox"/> [] NAP
2. Affaires nouvelles/reçues	407 162 <input type="checkbox"/> [] NA <input type="checkbox"/> [] NAP
3. Affaires traitées (3.1+3.2+3.3+3.4)	413 905 <input type="checkbox"/> [] NA <input type="checkbox"/> [] NAP
3.1. Classées pendant l'année de référence (3.1.1+3.1.2+3.1.3+3.1.4)	307 431 <input type="checkbox"/> [] NA <input type="checkbox"/> [] NAP

3.1.1. Classées par le procureur parce que l'auteur n'a pas pu être identifié	181 242 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1.2 Classées par le procureur en raison d'une absence de constat d'infraction ou en raison d'une situation juridique particulière	94 249 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1.3 Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1.4 Classement pour d'autres raisons	31 940 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.2..Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	37 178 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.3.Affaires clôturées par le procureur pour d'autres raisons	24 928 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.4.Affaires portées devant les tribunaux	44 368 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4.Affaires pendantes au 31 décembre de l'année de référence	20 536 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires The Austrian code of criminal procedure knows measures that the public prosecutor can take in cases of minor criminal offences (“Diversion”). Comparable measures have to be taken by the public prosecutor under certain circumstances under the addictive drug act (“Suchtmittelgesetz”). Until 2019, the last-mentioned cases were counted as files “discontinued by the public prosecutor due to the lack of an established offence or a specific legal situation” (3.1.2). Since 2020, these cases are now counted as “concluded by a penalty or a measure imposed or negotiated by the public prosecutor” (3.2). These changes explain the higher number of cases under 3.1.2. Cases brought to court declined mainly because in 2020 there were far less incoming cases (-13 % compared to 2018). The number of persons against which an investigation was discontinued by the public prosecutor for reasons of opportunity in 2020 is 9 672.

107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été terminées par le biais de cette procédure ?

	Total	Infractions graves	Infractions mineures
Nombre total de procédures du plaider coupable	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Avant la procédure judiciaire principale devant les tribunaux	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Pendant la procédure judiciaire principale	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

109. Les données communiquées dans le cadre de la Q107 incluent-elles le contentieux routier ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Business Information System (BIS) of judiciary, Court Automation, Data Warehouse.

5.Carrière des juges et procureurs

5.1.Recrutement et promotion

5.1.1Recrutement et promotion des juges

110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

Une instance composée seulement de juges

Une instance composée seulement de non juges

Une instance / des instances composée(s) de juges et de non-juges

Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

111-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose ses membres :

111-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

() Oui

Non

Commentaire - Veuillez préciser quel organe est compétent pour décider en appel :

112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

Oui

Non

Commentaires

113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges : (réponses multiples possibles)

Concours/Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) :

113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge : (réponses multiples possibles)

Les années d'expérience

Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

La performance (quantitative)

Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

5.1.2 Statuts, recrutement et promotion des procureurs

115. Quel est le statut du ministère public ?

Un statut indépendant en tant qu'entité distincte parmi les institutions de l'État

Fait partie du pouvoir exécutif mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)

Fait partie du pouvoir exécutif (sans indépendance fonctionnelle)

Fait partie du pouvoir judiciaire mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)

Fait partie du pouvoir judiciaire (sans indépendance fonctionnelle)

Un modèle mixte (veuillez expliquer)

Un autre statut (veuillez expliquer)

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (telles que le financement) et comment ces dernières sont établies (Constitution, législation etc.). De même, si « modèle mixte » ou « autre » veuillez préciser :

115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de

poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

115-2. Si vous avez répondu « Oui » à la Q115-1, y-a-t-il des exceptions prévues par la loi ?

- Oui
- Non

Commentaire - Veuillez décrire ces exceptions :

115-3. Si vous avez répondu « Non » à la Q115-1, quelle autorité peut émettre des instructions spécifiques ?

- Procureur général
- Procureur hiérarchiquement supérieur / Chef de service
- Pouvoir exécutif
- Autre

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser : Ministry of Justice, Minister of Justice

115-4. Quelle forme peuvent avoir ces instructions ?

- Instruction orale
- Instruction orale avec confirmation écrite
- Instruction écrite
- Autre
- NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-5. Dans ce cas, ces instructions sont-elles :

- Délivrées en ayant demandé l'avis préalable du Procureur compétent
- Obligatoires
- Motivées
- Enregistrées dans le dossier
- Autre
- NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-6. Quelle est la fréquence de ce type d'instructions ?

- Exceptionnelles
- Occasionnelles
- Fréquentes
- Systématiques

Commentaires

115-7. En cas d'instructions, le procureur peut-il s'opposer ou faire rapport à une institution ou à un organisme indépendant ?

- () Oui
- (X) Non
- [] NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser à quel organisme/institution et veuillez décrire dans quelles conditions :

116. Comment sont recrutés les procureurs ?

- [] principalement par concours (concours ouvert)
- [] principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)
- [] une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)
- [X] autre (veuillez préciser) : Generally every public prosecutor – like every judge – must first be a judicial candidate. These are appointed by the Federal Minister of Justice based upon a nomination by the President of the Higher Regional Court and have to complete four years of training as a rule before they can become a public prosecutor.

Commentaires

117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- [] Une instance composée seulement de procureurs
- [] Une instance composée seulement de non procureurs
- [] Une instance composée de procureurs et de non procureurs
- [X] Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

117-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose/nomme ses membres :

117-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

- () Oui
- (X) Non

Commentaire - Veuillez préciser quel est l'organe compétent pour décider en appel :

118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

Oui

Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ?

Commentaires

119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs ? (réponses multiples possibles)

Concours / Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) :

119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur :

Les années d'expérience

Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

La performance (quantitative)

Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

5.1.3 Mandat et retraite des juges et procureurs

121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

Pour des raisons disciplinaires

Pour des raisons organisationnelles

Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) :see comments

Non

Commentaires

122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :

Non

Commentaires

123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65, deferment of five years is possible

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : 65, deferment of five years is possible

124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :

Non

Commentaires

125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?

[]

NA

NAP

Commentaires

125-1. Est-il renouvelable ?

Oui

Non

NAP

Commentaires

126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?

[]

NA

NAP

Commentaires

126-1. Est-il renouvelable ?

Oui

Non

NAP

Commentaires

E1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Service Act for Judges and Public Prosecutors, other relevant legislation

5.2. Formation

5.2.1 Formation des juges

127. Types de formations proposées des juges :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue générale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

128. Fréquence de la formation continue des juges :

	Fréquence de la formation
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges :

5.2.2 Formation des procureurs

129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue générale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

Fréquence de la formation continue

Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs :

5.2.3 Instituts de formation

131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
Institution(s) pour les juges	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Institution(s) pour les procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Institution(s) commune(s) pour juges et procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Commentaires For administrative judges there is the Austrian Academy of Administrative Jurisdiction.

131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

	Budget de l'(des) institution(s) pour l'année de référence, en €
Institution(s) pour les juges	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Institution(s) pour les procureurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Institution(s) commune(s) pour les juges et procureurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?

. Judges and prosecutors undergo a joint 4-year-long initial training organised and implemented by the Presidents of the four Higher Regional Courts (Vienna, Graz, Linz, Innsbruck). The initial training is designed as an on-the-job-training complemented by regular theory classes.

At the administrative courts, all trainings in the reference year were carried out by the Austrian Academy of Administrative Jurisdiction.

5.2.4 Nombre de formations

131-2. Nombre de formations continues disponibles et dispensées (en jours) par les institutions publiques responsable(s) de la formation.

	Nombre de formations en présentiel disponibles	Nombre de formations dispensées en présentiel en jours	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
Total	410 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	255 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	95 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Pour les juges	315 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	81 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Pour les procureurs	315 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	81 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Pour le personnel non-juge	370 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	70 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Pour le personnel non-procureur	370 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	70 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

5. Formations pour les autres professionnels	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA
	<input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser s'il existe des formations pour les juges et/ou procureurs qui incluent d'autres professionnels de la justice . Total results from the number of trainings for judges and prosecutors + non-judge and non-prosecutor staff minus the number of joint seminars.

131-3. Nombre de participants aux formations au cours de l'année de référence

	Nombre de participants aux formations en présentiel	Nombre de participants aux formations en ligne (e-learning)
Total	3 003 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	387 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Juges	1 053 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	226 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Procureurs	420 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	8 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Personnel non-juge	1 530 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	153 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Personnel non-procureur	1 530 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	153 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Autres professionnels	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

5.3.Exercice de la profession

5.3.1 Salaires et avantages des juges et procureurs

132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaires annuels brut, en €	Salaires annuels net, en €	Salaires annuels brut en monnaie nationale	Salaires annuels net en monnaie nationale
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	56 638 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	137 586 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Procureur au début de sa carrière	60 084 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	137 586			
	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires Administrative Courts:

First instance professional judge at the beginning of his/her career: Gross annual salary: EUR 75000

Net annual salary: EUR 46600

Judge of the Administrative Supreme Court: Gross annual salary: EUR 130000

133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Retraite spécifique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Logement de fonction	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autre avantage financier	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

NAP

=

135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Recherche et publication	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Arbitrage	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Consultant	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Fonction culturelle	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Fonction politique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Médiateur	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autre fonction	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser. Judges are not allowed to do any work besides their job if the suspicion could arise that these could influence their job

For political functions some restrictions apply (e. g. members of parliament)

137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Fonction culturelle	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Fonction politique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Médiateur	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autre fonction	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser : Prosecutors are not allowed to do any work besides their job if the suspicion could arise that these could influence their job

For political functions some restrictions apply (e. g. members of parliament)

139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?

() Oui

(X) Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser les conditions et si possible les montants :

5.3.2 Institution/organe d'éthique

138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des

questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?

Oui

Non

Commentaires

138-1. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

Juges uniquement

Juges et représentants d'autres professions juridiques

Autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-2. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public?

Oui

Non

NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?

Oui

Non

Commentaires

138-4. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

Procureurs uniquement

Procureurs et représentants d'autres professions juridiques

Autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-5. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public ?

Oui

Non

NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

5.4.Procédures disciplinaires

5.4.1Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions

140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (réponses multiples possibles)

?

- Justiciables
- Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal disciplinaire
- Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : According to the jurisprudence of the Supreme Court (Ds 1/16, 3/16, 4/16), prerequisite for disciplinary proceedings against judges (or public prosecutors) is the employer's will, i.e. the Federal Minister of Justice or the subordinated administrative authorities. Based on these disciplinary complaints, the disciplinary court decides whether to initiate formal disciplinary proceedings or not. Concerning administrative judges authorised to initiate is the disciplinary lawyer/attorney.

- Autre (veuillez préciser) :
- Ceci n'est pas possible

Commentaires According to the jurisprudence of the Supreme Court (Ds 1/16, 3/16, 4/16), prerequisite for disciplinary proceedings against judges (or public prosecutors) is the employer's will, i.e. the Federal Minister of Justice or the subordinated administrative authorities. Based on these disciplinary complaints, the disciplinary court decides whether to initiate formal disciplinary proceedings or not. Concerning administrative judges authorised to initiate is the disciplinary lawyer/attorney.

141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (réponses multiples possibles) :

- Citoyens
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal disciplinaire
- Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : see answer to question 140.
- Autre (veuillez préciser) :
- Ceci n'est pas possible

Commentaires According to the jurisprudence of the Supreme Court (Ds 1/16, 3/16, 4/16), prerequisite for disciplinary proceedings against public prosecutors (or judges) is the employer's will, i.e. the Federal Minister of Justice or the subordinated administrative authorities. Based on these disciplinary complaints, the disciplinary court decides whether to initiate formal disciplinary proceedings or not.

142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (réponses multiples possibles)

- Tribunal
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (réponses multiples possibles)

- Cour Suprême
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

5.4.2 Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

4. Autre	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
-----------------	------------------------	------------------------

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : 2 disciplinary proceedings concern administrative judges, it was not possible to distinguish between different subtypes or categories of grounds. Therefore, only the total of disciplinary proceedings can be provide.

145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 10)	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
1. Réprimande	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2. Suspension	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Retrait d'une affaire	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Amende	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
5. Diminution de salaire temporaire	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
6. Rétrogradation de poste	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
7. Mutation géographique dans un autre tribunal	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
8. Démission	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
9. Autre	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
10. Révocation	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons.

E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Internal Register

6. Avocats

6.1. Profession d'avocat

6.1.1 Statuts de la profession d'avocat

146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	6 707 <input type="checkbox"/> NA	5 129 <input type="checkbox"/> NA	1 578 <input type="checkbox"/> NA

Commentaires

147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ()

Non (X)

Commentaires

148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[]

NA

NAP

Commentaires

=

149. La représentation légale devant les tribunaux est-elle exclusivement exercée par les avocats pour les : (réponses multiples possibles)

	Première instance	Deuxième instance	Cour suprême
Affaires civiles	() Oui, toujours (X) Oui, pour certaines affaires () Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires de licenciement	() Oui, toujours (X) Oui, pour certaines affaires () Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non <input type="checkbox"/> NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non <input type="checkbox"/> NAP

Affaires pénales - Défendeur	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires pénales - Victime	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires administratives	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des avocats : Civil cases/Dismissal Cases: No monopoly; only in proceedings before district courts (Bezirksgerichte) when the litigation value exceeds € 5000 or before the higher courts, in appeal cases and before the Civil Supreme Courts representation by a lawyer is mandatory.

Criminal cases: No monopoly; In qualified criminal cases listed in Art 61 Code of Criminal Procedure (Strafprozessordnung) only by defence counsels (Verteidiger; i.a. lawyers, other persons authorised by law to represent in criminal proceedings or university professors for criminal and criminal procedural law); Possible representation by Member of family. In other cases also the defendant him-/herself or a legal representative. By victim protection associations (Opferschutzeinrichtungen).

Administrative Cases: No monopoly; only for appeals against decisions to the last instance and for applications and complaints lodged before the constitutional court representation by a lawyer is mandatory. Possible representation by Member of family, NGO, e.g. the party itself, each person able to represent him-/herself.

149-0. Si d'autres que les avocats peuvent représenter un client devant les tribunaux, veuillez préciser qui :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Organisme de la société civile	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Membre de la famille	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Personne concernée elle-même	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Syndicat	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser. De plus, pour les catégories sélectionnées, veuillez préciser quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) : See comments on Q149

149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?

- Activité notariale
- Arbitrage/médiation

Mandataire

Syndic de copropriété

Agent immobilier

Autres (veuillez préciser) :e.g. receiver in insolvency, custodian, special guardian

Commentaires

149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

Avocat indépendant

Avocat salarié

Avocat d'entreprise

Commentaires

150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

un barreau national

un barreau régional

un barreau local

Commentaires The questionnaire repeatedly refers to "bar associations", i.e. associations under private law, but not to "bars" under public law as they exist in Austria.

151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire:

152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires

153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Statistic from the Austrian Bar (Österreichischer Rechtsanwaltskammertag) of 31 December 2020 (available at www.rechtsanwaelte.at). The data only includes lawyers registered in the list of Austrian lawyers and lawyers registered in the list of established European lawyers registered by 31 December 2020. It does not include solicitors nor legal advisors as such professions/types of service providers do not exist in Austria.

6.1.2 Exercice de la profession

154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?

Oui

Non

Commentaires

155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui, la loi contient des règles

Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires

6.1.3 Standards de qualité et procédures disciplinaires

157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés?

158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :

le Barreau

le législateur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

la prestation de l'avocat

le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser :

160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

Le juge

Le ministère de la Justice

Une instance professionnelle

Autre (veuillez préciser) : In the first instance the Disciplinary Board of each regional Bar exercises the disciplinary authority. The Supreme Court (Oberster Gerichtshof) is the appellate body in disciplinary and professional matters (e.g. refusal of entry in the list of lawyers, challenging an election, etc) of lawyers and trainee lawyers.

Commentaire

161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	532 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Amende	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Autre	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons :

7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

7.1. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

7.1.1 Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires

163-1. Dans certains domaines, le système judiciaire prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?

Oui

Non

Commentaires - Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires familiales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires administratives	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires pénales	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires liées aux consommateurs	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP

Commentaires

165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?

Oui

Non

[] NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

=

166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de médiateurs	1 741 [] NA [] NAP	669 [] NA [] NAP	1 072 [] NA [] NAP

Commentaires

167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:

	Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement
Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	23 881 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles et commerciales	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	20 922 [] NA [] NAP
2. Affaires familiales	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	743 [] NA [] NAP
3. Affaires administratives	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 216 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Affaires pénales	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
6. Affaires liées aux consommateurs	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source : Datewarehouse (register data of the case management application “Verfahrensautomation Justiz”). There is no data available if the settlement agreements are the results of court-related mediations. Parties may agree on a settlement agreement without mediation.

=

168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

l'arbitrage

la conciliation (si différente de la médiation)

d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) :

Commentaires Law on Mediation in Civil Matters (Zivilrechts-Mediations-Gesetz); § 107 Abs. 3 Non litigious Procedure Code (Außerstreitgesetz)

Sec. 198 – 209 CPC

Conciliation: Conciliation in consumer protection cases or lease contract cases. In administrative proceedings in matters of taxes, customs duties and respective penalties arbitration is possible.

G1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : www.mediatoren.justiz.gv.at
relevant provisions

8. Exécution des décisions de justice

8.1. Exécution des décisions en matière civile

8.1.1 Nombre d'agents d'exécution, statut et mandat

169. Nombre et type d'agents d'exécution dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
Total (1+2+3+4)	333 <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA

1. Profession libérale réglementée par les autorités publiques	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Agents d'exécution attachés à une institution publique (fonctionnaires payés par l'Etat)	333 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Juges	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Autres	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser le statut et les compétences de ces agents d'exécution :

170. Quelles sont les conditions d'accès à la profession d'agent d'exécution (réponses multiples possibles) ?

- diplôme
- expérience professionnelle
- examen spécifique
- procédure de nomination par l'Etat
- formation initiale
- autre

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser :

171. Le mandat des agents d'exécution est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire : 65
- Non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

8.1.2 Activités/ domaines de compétences

171-1. A quelles informations du débiteur l'agent d'exécution a-t-il accès au début de la procédure d'exécution ?

	Accès à l'information	Accès numérique direct à l'information
Adresse	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Date de naissance	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Etat civil	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Cohabitant	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Employeur	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Véhicule automobile	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Biens meubles	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Biens immeubles	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Compte bancaire	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Procédures d'exécution déjà en cours contre le débiteur	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Procédures d'insolvabilité (faillites, réorganisations judiciaires, règlement collectif de dettes, ...)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autre	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si "Autre", veuillez préciser :

171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

	Option
Saisie des biens meubles corporels	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisies conservatoires des biens meubles corporels	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisie des immeubles	() Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution (X) Non [] NAP
Saisie conservatoire des immeubles	() Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution (X) Non [] NAP

Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des rémunérations	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des véhicules terrestres à moteur	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Mesures d'expulsion	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des bateaux et des navires	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des aéronefs	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des avoirs dématérialisés (par ex. cryptomonnaie)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Vente forcée par adjudication publique des biens saisis	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Vente des parts sociales	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

- Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- Recouvrement de créances
- Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- Séquestres
- Constats
- Service des audiences près les juridictions
- Conseils juridiques
- Procédures de faillites
- Missions confiées par le juge
- Représentation des parties devant les juridictions
- Rédaction des actes sous-seings privés
- Administrateur d'immeubles
- Autres

Commentaires

8.1.3 Formation et TIC

172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?

- Oui
- Non

Commentaires

172-2. Disposez-vous d'un système de formation « e-learning » mis en place pour les agents d'exécutions ?

- Oui
- Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : E-learning regarding general information about the judicial system and the organisation of courts and the public prosecutors' offices (initial training); E-learning regarding compliance

172-3. Le système de formation continue comprend-il dans son contenu également les TIC (liées aux procédures d'exécution) ?

- Oui
 Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

172-4. Votre pays a-t-il instauré la signification et/ou notification électronique ?

- Oui
 Non

Commentaires

172-5. Le développement de nouvelles technologies a-t-il un effet sur les différentes étapes de la procédure d'exécution ?

- Oui
 Non

Comentaire - Veuillez expliquer : Relevant as far as smart goods and krypto currencies are concerned

8.1.4 Frais

174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?

- Oui
 Non

Commentaires

175-1. Les honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution sont-ils librement négociés ?

- Oui
 Non

Commentaires

175-2. Qui doit procéder au paiement de ces honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution ?

- Le débiteur
 Le créancier
 Autre – veuillez préciser

Commentaires

176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui

Non

Commentaires

H0. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Gerichtsgebührengesetz (Court Fees Act)

Bundesgesetz über die Vollzugsgebühren (Federal Act on Enforcement Fees)

8.1.5 Organisation de la profession et efficacité des services

177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?

une instance professionnelle

le juge

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires Controlling Units at the four Courts of Appeal (Vienna, Graz, Linz and Innsbruck) are established.

181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Analysis of several key indicators by steering and controlling units of the courts of Appeal.

183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ? Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.

absence de toute exécution

- non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques
- manque d'information
- durée excessive
- pratiques illégales
- supervision insuffisante
- coût excessif
- défaut de comportement éthique de l'agent d'exécution
- autre (veuillez préciser) :inadequate behaviour towards parties (e.g. obligated party)

Commentaires "other": inadequate behaviour towards parties (e.g. obligated party)

185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

	Existence du système
pour les affaires civiles	(X) Oui () Non
pour les affaires administratives	(X) Oui () Non

Commentaires

186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de signification et/ou notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)

- entre 1 et 5 jours
- entre 6 et 10 jours
- entre 11 et 30 jours
- plus (veuillez préciser) :
- NA

Commentaires

187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	7 [] NA [] NAP
1. Pour faute déontologique	[X] NA [] NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	[X] NA [] NAP

3. Pour délit pénal	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Amende	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Autre	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons :

H1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : The data for questions 187 and 188 comes from the electronic file system, which the Federal Ministry of Justice uses (ELAK).

8.2. Exécution des décisions pénales

8.2.1 Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales ? (réponses multiples possibles)

- Juge
 Procureur
 Services pénitentiaire et de probation
 Agent d'exécution

[] Autre autorité (veuillez préciser) :

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).

190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

() 80-100%

() 50-79%

() Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

9. Notaires

9.1. Profession de notaire

9.1.1 Nombre, statut et mandat des notaires

192. Nombre et statut des notaires dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
TOTAL (1+2+3+4)	520 [] NA [] NAP	455 [] NA [] NAP	65 [] NA [] NAP
1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Officiers publics nommés par l'Etat	520 [] NA [] NAP	455 [] NA [] NAP	65 [] NA [] NAP
3. Fonctionnaires (rémunérés par l'Etat)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Autre	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si « autre » veuillez préciser le statut ou si « Officiers publics nommés par l'Etat » veuillez indiquer quel ministère est principalement engagé dans la procédure de nomination. Ministry of Justice

192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (réponses multiples possibles) ?

[X] diplôme

[X] expérience professionnelle

examen spécifique

procédure de nomination par l'Etat

formation initiale

autre (veuillez préciser):

Commentaires

192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :70

non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser :

9.1.2 Activités/ domaines de compétences

194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles) :

	Veuillez sélectionner une option
Authentification	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Certification des signatures	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Légalisation des signatures/ Apostille	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Contrôle de légalité des documents	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Médiation	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Prestation de serments	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Procédures judiciaires non contentieuses (par exemple, agir en tant que commissaire du tribunal dans un dossier de succession, divorce, partage de succession, veuillez préciser)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Agir en tant que fonctionnaire d'Etat (par exemple, célébrer un mariage, veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres fonctions judiciaires (par exemple ordre de paiement)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Enchères publiques	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres (par exemple collecter des impôts, gérer des registres)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser. Veuillez indiquer toute précision utile concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou au contraire les autres organes ayant également des compétences pour les activités énumérées.

194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

- Transaction immobilière
- Droit de la famille
- Droit des successions
- Droit des sociétés
- Contrôle de la régularité des jeux de hasard
- Protection des personnes vulnérables
- Autres

9.1.3 TIC, organisation de la profession et formation

194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes TIC spécialisés dans leur activité ?

- Dans leurs relations avec l'État (par exemple, tribunaux, registres, chambres de commerce, autorités fiscales)
- Dans leurs relations avec leurs clients
- Dans leurs relations avec d'autres notaires (par exemple, visioconférence, système d'échange de documents)

Commentaires 1) In their relations with the State:

In relation with courts: -WebERV: this is a web-based electronic communication system for the judiciary, transmission of applications and messages in return such as court decisions;

-Verrechnungsstellen: these are special interfaces for the software used in notarial offices which enable a web-based online access to land and business registers and include a court fees payment function;

-cyberDOC: access is provided to courts to the Austrian electronic notarial documents archive (called "cyberDOC") for electronic applications containing transmission of documents. The legal basis is the Gerichtsorganisationsgesetz (GOG).

-Portalverbund LFRZ: cross-government agency portal for web-applications such as:

oEdiktsdatei (edicts database): access to the edicts database run by the judicial administration is provided to notaries in their function as court commissioners (such as in succession procedures)

-Registers run online by the Austrian Chamber of Civil Law Notaries, such as the Austrian Central Register of Testaments and Wills (Österreichisches Zentrales Testamentsregister, ÖZTR) and the Central Austrian Representation Register (Österreichisches Zentrales Vertretungsverzeichnis, ÖZVV)

In relation with fiscal administration:

-FinanzOnline, e.g. for the self-calculation by notaries on tax to be collected/paid;

-WiEReg (Central register on ultimate beneficial owners/Register der wirtschaftlichen Eigentümer)

In relation with the Ministry of Interior: -Central Register of Residents (Zentrales Melderegister, ZMR): Austrian notaries can access the register online, in the extended version in their function as court commissioners;

-Central Civil Status Register (Zentrales Personenstandsregister, ZPR): Austrian notaries can access the register online exclusively in their function as court commissioners;

Inter-agency relations:

-Business service portal (Unternehmensserviceportal, USP): Austrian notaries are fully interconnected with that tool, e.g. in procedures to start a business.

2) In their relations with their clients:

The following systems are available:

-Data exchange platform -Video-identification system

-Trustnetz: tool to serve documents between the notary and the client via accredited private electronic document service providers;

3) In their relations with other notaries:

-EAV direct service of documents

-Videoconferencing

-cyberDOC document access

-Direct request from the notary acting as court commissioner to the notary where the testament is located via the Austrian Central Register of Testaments and Wills (Österreichisches Zentrales Testamentsregister, ÖZTR);

194-4. Quels sont les registres informatisés que les notaires peuvent consulter ?

- Registre foncier
- Registre du commerce
- Registre de l'état civil/ de la population
- Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale
- Tout autre registre (veuillez préciser) Zentrales Melderegister (ZMR), Österreichisches Zentrales Vertretungsverzeichnis (ÖZVV)

Aucun

Commentaires "Other registry": Zentrales Melderegister (ZMR) - Central register of residents (ZMR); Österreichisches Zentrales Vertretungsverzeichnis (ÖZVV) - Austrian Central Register of Representation (ÖZVV): The Austrian Central Register of Representation (ÖZVV) is used to register all types of representation and disposition in adult protection law.

194-5. Existe-t-il des registres/infrastructures de registres gérés par le notaries ?

Oui

Non

Commentaire - Dans l'affirmative, veuillez préciser : -Austrian Central Register of Testaments and Wills (ÖZTR)
-Central Austrian Representation Register (Österreichisches Zentrales Vertretungsverzeichnis, ÖZVV)
-Register for Living Wills (Patientenverfügungsregister des österreichischen Notariats, PatVR)
-Register on Fiduciaries (Treuhandregister des österreichischen Notariats, THR)
-cyberDOC (electronic documents archive, Urkundenarchiv des österreichischen Notariats)

194-6. Dans quels registres informatisés les notaires peuvent-ils modifier les données (directement ou indirectement via une demande en ligne) ?

	Modification directe	Modification indirecte via une demande en ligne
Registre foncier	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Registre du commerce	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Registre de l'état civil/ de la population	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP
Tout autre registre (veuillez préciser)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP
Aucun	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP

Commentaires

194-7. Quels sont les outils TIC utilisés par les notaires dans leurs relations avec leurs clients ?

Visioconférence (par exemple, conseils numériques)

Acte électronique

Identification numérique

Archivage numérique

Autre, veuillez préciser

Aucun

Commentaires

194-8. Qui est responsable pour gérer les archives numériques ?

- [X] Notariat/ organisme professionnel
- [] Autres autorités publiques
- [] Autre entité (veuillez préciser)

Commentaires

195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- (X) Oui
- () Non

Commentaires

196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?

- [X] une instance professionnelle
- [X] le tribunal
- [X] le ministère de la Justice
- [] le procureur
- [] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

- (X) Oui
- () Non

Commentaires

196-2. Les notaires bénéficient-ils d'une formation en matière de :

	Oui	Non
Droit européen	(X)	()
Droit d'un autre Etat membre (programmes de formation transfrontaliers)	()	(X)

Commentaire - Si oui, veuillez indiquer les types (par exemple, cours traditionnels, e-learning, webinaire) et les grands thèmes des activités de formation :

I1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Directory of notaries, Austrian Chamber of Civil Law Notaries

10. Interprètes judiciaires

10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

10.1.1 Statuts des interprètes judiciaires

197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires The title of Certified Court Interpreter (i.e. "allgemein beeideter und gerichtlich zertifizierter Dolmetscher", "Sworn and Certified Court Interpreter") can only be used by persons who are registered in the List of Court Interpreters.

198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires The Federal Law on Sworn and Certified Court Experts and Interpreters (SDG) is only applicable on Certified Court Interpreters; mere "ad hoc" interpreters, who are put under oath only in exceptional cases for specific proceedings, do not fall within its scope.

199. Nombre d'interprètes judiciaires enregistrés :

[751]

[] NA

[] NAP

Commentaires

200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) : For judicial proceedings it is stipulated that primarily Certified Court Interpreters are to be used as interpreters. Certified Court Interpreters must prove professional experience for several years as interpreters and/or translators. In addition, knowledge of the principles of Austrian legal and court procedures and of those of the country where the chosen language is the official language, as well as extensive knowledge of the legal and commercial terminology of law and commerce both in German and the foreign language is required.

201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection

Commentaires

J1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : List of Sworn and Certified Court Interpreters, available via the internet: <https://sdgliste.justiz.gv.at/>

11.Experts judiciaires

11.1.Profession d'expert judiciaire

11.1.1 Statuts des experts judiciaires

202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (réponses multiples possibles) :

Experts désignés par les parties au soutien de leur argumentation mais tenus envers un tribunal par une obligation d'indépendance et d'impartialité

Experts nommés par le tribunal ou une autre autorité indépendante des parties

Autres systèmes d'expertise judiciaire, veuillez préciser

Commentaire - Veuillez préciser qui propose et qui nomme un expert dans une affaire déterminée. the courts or the public prosecution

202-1. Existe-t-il des listes ou toute autre forme d'enregistrement officiel, pour les experts ?

Oui

Non

Commentaires

202-1-1. Si oui, la liste est-elle établie au plan (réponses multiples possibles) :

national

par circonscription administrative ou état fédéré

par circonscription judiciaire

autre

Commentaire - Veuillez fournir tout autre commentaire concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment sont évaluées ses compétences ? par qui ?) :

202-1-2. Ces listes sont elles accessibles au public :

Oui sur Internet

Oui

Non

Commentaires

202-2. Quelle autorité est compétente pour l'enregistrement des experts judiciaires ?

Le Ministère de la Justice

Les tribunaux

Un organe administratif

Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)

Autre

Commentaire - Veuillez préciser également les critères d'enregistrement :

202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

Oui, pour combien de temps 5 years

Non

Commentaires 5 years

202-4. Dans une affaire, peut-on désigner un expert non inscrit sur la liste ou non enregistré ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, dans quels cas ?

203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection :

203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

	Obligation de formation
Formation initiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Formation continue	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

la procédure judiciaire

le métier de l'expert

autre

Commentaires

204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires

204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	8 729 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires

206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles et commerciales litigieuses	95 579 [] NA [] NAP
2. Affaires administratives	[X] NA [] NAP
3. Affaires pénales	14 072 [] NA [] NAP
4. Autre affaires	[X] NA [] NAP

Commentaires

205-1. Qui détermine le montant de la rémunération de l'expert ?

	En matière civile/administrative	En matière pénale
Défini par la loi/ règlement ou réglementation spéciale	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Défini par le tribunal/juge	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Défini par le ministère de la Justice ou un autre ministère (fixant un tarif par exemple)	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Salaire de fonctionnaire public (dans le cas d'un médecin légiste ou un autre spécialiste qui est un fonctionnaire public)	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Librement négocié entre l'expert et les parties	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Autre	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
--------------	---	---

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

206. Existe-t-il des dispositions impératives pour les experts judiciaires concernant :

	Oui	Non
Délais pour présenter le rapport d'expertise	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Qualité de l'expertise	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser et fournir des détails dans l'hypothèse où de possibles sanctions existent :

207-1. Le juge ou un autre organe contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

207-2. Les associations d'experts sont-elles impliquées dans :

Le processus de sélection

La formation initiale ou continue

Les procédures disciplinaires

NAP

Commentaires

K1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Datewarehouse (register data of the case management application "Verfahrensautomation Justiz")
List of Sworn and Certified Court Experts, available via the internet: <https://sdgliste.justiz.gv.at/>
Fees Claim Act (Gebührenanspruchsgesetz), Sworn and Certified Court Experts and Interpreters Act (Sachverständigen- und Dolmetschergesetz): www.ris.bka.gv.at
Homepage of the judicial experts' association: www.gerichts-sv.at

12. Les réformes dans le système judiciaire

12.1. Réformes envisagées

12.1.1 Réformes



208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles en cours ou envisagées ?

208-1. Programmes de réforme généraux

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser :

208-2. Budget

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser :

208-3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux- (implantations géographiques), compétences des tribunaux, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments)

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser : With the strategic initiative Justice 3.0 the Federal Ministry of Justice initiated an ongoing process to involve all professional groups and representatives of Justice, with the objective to establish fully digital procedures at the Austrian courts and prosecution offices. Currently 56 courts in civil proceedings and partly in justice administration as well as at the Supreme Court in presidential cases and 6 public prosecution offices in criminal investigation proceedings are working exclusively digital.

In 2020, we have lowered court fees for private prosecution, as has been proposed in the government programm (Hass im Netz-Bekämpfungsgesetz). Many actions according to media law have been lowered from 269 Euro to 82 Euro. Additionally, we have introduced a cheap proceeding to remove illegal hate postings in the internet (107 Euro).

In 2021, we plan the following measures to further evaluate court fees:

- 1) In the "Gesamtreform des Exekutionsrechts" we have removed court fees for victims of violence in enforcement proceedings
- 2) In the "Restrukturierungs- und Insolvenz-Richtlinie-Umsetzungsgesetz", which will enter into force in Juli 2021, fees for remedies in insolvency proceedings are lowered
- 3) In the Gesellschaftsrechts-Digitalisierungsgesetz", which has to enter into force in August 2021, we plan to lower the court fees in the company register by 7,5 Million Euro per year
- 4) In the "Zivilverfahrensnovelle 2021" we intend to suggest the following
 - Lowering court fees for copies from court files

•If a settlement is reached, the court fees should be cut to half

208-4. Accès à la justice et aide judiciaire

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : The Civil Procedure Amendment 2021 (Zivilverfahrens-Novelle 2021) proposes a new rule (Sec. 64c Civil Procedure Code), which extends legal aid granted for the proceedings on the petition for divorce or dissolution of a registered partnership to proceedings on the petition for divorce pursuant to Sec. 55a of the Marriage Act (Ehegesetz) or for dissolution pursuant to Sec. 15 para 5 of the Registered Partnership Act (Eingetragene Partnerschaft-Gesetz), which is filed during a pending divorce or dissolution proceeding.

(§ 64c. Die für das Verfahren über die Klage auf Scheidung oder Auflösung einer eingetragenen Partnerschaft bewilligte Verfahrenshilfe erstreckt sich auch auf ein Verfahren über den Antrag auf Scheidung nach § 55a EheG oder auf Auflösung nach § 15 Abs. 5 EPG, der während des wegen Ehescheidung oder Auflösung der eingetragenen Partnerschaft anhängigen Rechtsstreits gestellt wird.)

The Directive (EU) 2016/1919 on legal aid for suspects and accused persons in criminal proceedings and for requested person in European arrest warrant proceedings was implemented by the "StrEU-AG 2020", Federal Law Gazette No. 20/2020.

208-5. Conseil supérieur de la magistrature

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-6. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc.

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : Lawyers: The already existing continuous training obligation for lawyers is specified with regard to the its scope as well as recognised training activities and their documentation.

Administrative court judges:

Offers for initial training for administrative court judges have been developed. Since 2020 the Austrian Academy for the Administrative Judiciary created by the Conference of Presidents of the Administrative Courts, the Supreme Administrative Court, the Johannes Kepler University Linz and the Vienna University of Economics and Business in 2017 offers a training programme for newly appointed administrative court judges, with modules on managing proceedings, professional ethics, service legislation for judges and digital justice.

208-7. Parité hommes/ femmes

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-8. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : - Civil Procedure Law:

Amendment to the Civil Procedure Code (Zivilverfahrens-Novelle 2021)

208-9. Exécution des décisions de justice et en particulier décisions contre les autorités publiques

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : An Amendment of the Enforcement Code enters into force on July 1st 2021. Under the Enforcement Code in force until July 2021, the creditor is required to select the means of execution desired for enforcement and to specify the assets which he or she wishes to seize in the enforcement request. In enforcement on receivables, the creditor has to specify the third-party debtor. The reform prescribes the possibility to apply for enforcement packages without further specifying. Depending on the package, an administrator will be appointed to handle the enforcement

208-10. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-11. Lutte contre la criminalité

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-12. Système pénitentiaire

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser :

208-13. La justice adaptée aux enfants

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser :

208-14. La violence domestique

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser : See Amendment of the Enforcement Code, Federal Law Gazette I No. 86/2021.

208-15. Nouvelles technologies de l'information et de la communication

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser : With the strategic initiative Justice 3.0 the Federal Ministry of Justice initiated an ongoing process to establish fully digital procedures. As part of the rollout of the new applications a modern equipment for courtrooms as well as workplaces is provided. With the agile and modular development operated in Justice 3.0, new applications are also provided continuously (for example: JusticeOnline, a digital portal for citizens to interact with courts and public prosecution offices; or an application to automate the handling of court fee payments).

The project of electronic file management at the Administrative Court is currently being tested in individual types of proceedings.

208-16. Autres

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :